

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Réforme de l'assurance-chômage Patronat, gouvernement et syndicats tous complices contre la classe ouvrière !

L'accord conclu entre le patronat et une partie des syndicats sur l'assurance-chômage ne constitue pas seulement un nouveau coup contre les chômeurs. Elle représente une nouvelle étape dans l'offensive générale orchestrée contre l'ensemble des conditions d'existence de la classe ouvrière, notamment depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir en juin 1997. Même si, à l'heure où nous écrivons, le feuilleton n'est pas terminé et qu'un vague suspens perdure sur la manière dont le gouvernement ratifiera les dispositions de l'accord, il est d'ores et déjà clair que ce qui va se mettre en place à partir de janvier 2001 c'est un arsenal anti-ouvrier d'ampleur tant contre les chômeurs que contre les ouvriers au travail.

Un véritable arsenal anti-ouvrier

Le projet de *Contrat d'Aide de Retour à l'Emploi (CARE)*, rebaptisé par la suite *Plan d'Aide de Retour à l'Emploi (PARE)* signifie que, à partir de janvier 2001, tout nouveau chômeur sera contraint de certifier sa bonne foi en matière de recherche d'emploi. Il devra prouver qu'il est "un bon chômeur" en acceptant les propositions d'emploi qui lui seront faites. Si jamais il avait l'outrecuidance d'en refuser une sous prétexte qu'elle ne lui conviendrait pas, ce chercheur d'emploi (bannissez de votre vocabulaire le mot "chômeur"!) se verrait soumis à des sanctions allant de la réduction, puis à la suspension pour finalement en arriver à la suppression pure et simple de ses allocations. En "échange" de ce coup de massue, l'accord prévoit deux "carottes" de consolation : d'une part, l'engagement de l'UNEDIC à "l'assister" dans ses recherches, voire à lui donner des formations pour qu'il "s'adapte" au marché du travail, de l'autre une augmentation des allocations et la suppression de la dégressivité automatique qui est en vigueur depuis 1992. Des "miettes" qui, en fait participent de l'efficacité de cet arsenal anti-ouvrier, puisque, en fait d'aider les chômeurs à trouver un job, le système consistera avant tout à les forcer à accepter n'importe quelles conditions d'emploi. Quant à la fameuse "suppression de la dégressivité" (qui voit

aujourd'hui baisser les allocations de 15% à 17% tous les six mois), il suffit de mesurer que, dans le nouveau système, un chômeur peut, dès les six premiers mois, voir son allocation baisser directement de 20% s'il a refusé deux "offres" et même être carrément supprimée s'il en a refusé trois ! Au mieux, le PARE ne pourra durer plus d'un an au bout duquel le chômeur devra accepter un "contrat d'insertion" dans une entreprise, si on lui en trouve un, ou renoncer à tout droit.

Ce que prépare ainsi la classe dominante est clair et exprimé sans fard par la fameuse formule du MEDEF qui se vante de faire de la "refondation sociale". Il s'agit d'abord de réduire les coûts du chômage en limitant l'accès des chômeurs à l'indemnisation, mais aussi de disposer d'une main d'oeuvre corvéable à merci, en contraignant les chômeurs à accepter n'importe quel petit boulot mal payé et à se soumettre à plus de mobilité et de flexibilité. Ce faisant c'est sur les conditions de travail et les salaires de l'ensemble de la classe ouvrière qu'il s'agit de faire pression en les rendant toujours plus précaires et misérables. Derrière l'hypocrite préoccupation de l'aide au retour à l'emploi et de la "réinsertion sociale", la bourgeoisie veut simplement faire baisser toujours plus le nombre des chômeurs indemnisés (celui qui rentre dans les statistiques officielles), pendant qu'augmentera le nombre de ceux qui n'auront plus pour survivre que la misère du RMI et qu'augmentera plus encore le nombre des prolétaires contraints au sous-emploi et aux contrats précaires.

Untelle offensive s'inscrit dans la droite ligne de la mise en place des fameuses 35 heures qui a déjà servi, sous le prétexte là encore de la lutte contre le chômage, à imposer partout blocage des salaires, flexibilité et précarité.

Avec l'active complicité du gouvernement et des syndicats

Mais on aurait tort de croire, comme nous le présente la propagande médiatique, que le maître d'oeuvre d'une telle offensive serait le seul patronat et que, hormis la complicité revendiquée de la CFDT et de la CFTC, les autres protagonis-

nistes du feuilleton, c'est-à-dire le gouvernement de gauche et les syndicats non signataires de l'accord, sont innocents dans cette affaire. On aurait encore plus tort de s'illusionner en s'imaginant que ces gens là s'efforcent de mettre un frein à cette "offensive patronale".

Car, en matière d'indemnisation du chômage, la gauche n'a décidément pas de leçons à prendre du MEDEF. Depuis 25 ou 30 ans, elle a pris amplement sa part dans l'attaque contre le niveau ou la durée des allocations ou dans l'augmentation des cotisations imposées aux salariés, orchestrées par tous les gouvernements. En 1982, sous le premier gouvernement Mitterrand, c'est Pierre Bérégovoy qui instaurait par décret la limitation de la durée d'indemnisation, instaurait de nouvelles cotisations et abaissait le montant des allocations. En 1992, la ministre du travail Martine Aubry (déjà elle), portait de 3 à 4 mois la durée minimale de travail dans les huit mois précédents ouvrant droit à indemnisation : 30.000 chômeurs perdirent ainsi leurs droits. La même année, était instaurée l'allocation unique dégressive et étaient mis en place les contrôles trimestriels des démarches de recherche d'emploi par les chômeurs.

Aujourd'hui, tous les partis de gauche, PS, PC, Verts, qui participent au gouvernement, peuvent bien faire mine de protester énergiquement contre la "régression sociale que le MEDEF voudrait imposer" et Martine Aubry peut bien faire la fine bouche en faisant savoir que le gouvernement "refusera le tout ou rien du MEDEF". C'est de l'hypocrisie pure et simple. N'est-ce pas déjà M. Aubry qui avait, également en 1992, ajouté dans le code du travail le principe de la radiation des chômeurs en cas de refus réitéré de propositions d'emploi (principe qui, selon le MEDEF, "est peu appliqué parce qu'inapplicable", mais qui permet d'ores et déjà de radier bel et bien environ 180 000 chômeurs chaque année). C'est à peu près la même chose, en ce qui concerne la protestation du PS et du gouvernement contre les "nouveaux contrats de travail", limités à une durée de 18 mois à cinq ans que le MEDEF voudrait mettre en place : ils sont tout simplement cal-

qués sur le moule des fameux "emplois jeunes" de Aubry et consorts. Sur le fond, tous ces gens là avouent qu'ils sont d'accord, car la seule chose que le gouvernement reproche au protocole d'accord, ce n'est pas qu'il instaure la précarité et la coercition contre les chômeurs, mais que ces dernières puissent ne pas relever du "service public" ! Comme l'a dit si bien Aubry "il est normal de sanctionner les chômeurs qui n'acceptent pas des emplois correspondant à leurs compétences ou qui ne font pas de réels efforts, mais pour être impartiales, ces mesures doivent rester de la responsabilité de l'Etat". (Le Monde du 22/6). Les syndicats non signataires sont d'ailleurs exactement sur la même ligne, c'est ainsi la CGT (qui la première a claqué la porte des négociations) qui annonce à son tour : "Si sanctions il doit y avoir, elles devraient être décidées par la puissance publique". Tout ce beau monde est bel et bien d'accord pour faire passer le message selon lequel les chômeurs sont responsables de la situation dans laquelle ils se trouvent, et essayer de gommer la réalité criante de la crise de ce système qui licencie à tour de bras et exclut des pans entiers de la classe ouvrière de tout moyen décent d'existence.

Tout le reste, toute cette fausse opposition entre le MEDEF d'un côté et le gouvernement et les syndicats de l'autre n'a finalement qu'un but : essayer de préserver l'image de cette prétendue "impartialité" de l'Etat, faire croire qu'il serait "au dessus des classes", surtout lorsqu'il est gouverné par la gauche, alors qu'il est toujours le premier défenseur du capital et le premier orchestrateur des attaques anti-ouvrières. Les déclarations de Jospin qui clame : "Il doit être clair pour tout le monde que le gouvernement est et restera le garant de

l'intérêt général et d'une volonté de progrès social" (Le Monde du 8/6) tout comme celles de ses soutiens critiques trotskistes, comme Krivine, qui avertit : "Le gouvernement de gauche ne doit pas apporter la moindre caution, soutien ou agrément à cette entreprise de régression" (Le Monde du 22/6) sont juste là pour essayer de sauvegarder l'image "sociale" de la gauche.

Quant aux syndicats, ils se sont simplement partagés le travail, la centrale de Notat, qui en a l'habitude, a pris le mauvais rôle de la collusion ouverte, pendant que les autres se sont arrangés pour ne pas être trop mouillés et peuvent se permettre maintenant de faire de l'opposition. Dame ! Eux aussi ont une image à sauvegarder. D'autant plus qu'en ce moment la colère monte dans les rangs ouvriers et il ne faudrait pas que leur capacité à jouer leur rôle de saboteurs des luttes soit fragilisée. Mais les prolétaires ne doivent jamais oublier que ces mêmes syndicats, FO et CGT inclus, ont signé la plupart des accords sur les 35 heures avec toutes leurs implications anti-ouvrières.

Quels que soit les "aménagements" que l'intervention gouvernementale amènera au projet d'accord, on peut être certain que le résultat final sera le même sur le fond. En ce sens le gouvernement et le patronat seront parvenus à leur fin, exactement comme ils y sont parvenus avec les 35 heures, en utilisant le même scénario éprouvé. C'est la tactique classique de ces tortionnaires qui travaillent en tandem : pendant que le premier joue le rôle du méchant qui frappe et menace, l'autre fait mine de dénoncer sa violence afin de gagner la confiance de la victime et d'affaiblir ses défenses. Ne soyons pas dupes.

LP (24 juin)

Dans ce numéro

XIVe Congrès de RI

La gauche au gouvernement contre la classe ouvrière (résolution sur la situation en France) p. 2

France

Les postiers de Paris-Louvre contre la mise en place des 35 heures p. 3
L'intervention des révolutionnaires à la fête de "Lutte Ouvrière" p. 3

Situation internationale :

Proche-Orient : les promesses de paix annoncent une aggravation des tensions guerrières p. 4
Des internationalistes russes contre la guerre en Tchétchénie p. 4
Les 58 morts de Douvres : capitalisme assassin ! p. 5

Vie de l'organisation

Réunions publiques : il faut détruire le capitalisme avant qu'il ne détruise la planète p. 6

Bilan du XXe siècle (II)

Un siècle de "progrès social" ? p. 8

BILAN DU XXe SIECLE
Un siècle de "progrès social" ?

Lire page 8

RESOLUTION SUR LA SITUATION EN FRANCE

La gauche au gouvernement contre la classe ouvrière

Nous publions ci-dessous de larges extraits de la résolution sur la situation en France, adoptée au XIV^e Congrès de RI, congrès dont nous avons rendu compte des travaux dans le précédent numéro.

1) Comme dans tous les pays, le capital français, sous l'aiguillon de l'aggravation de la crise économique mondiale, a considérablement aggravé les conditions d'exploitation de la classe ouvrière. Pour ce faire, la bourgeoisie française a mis à profit la faible résistance de la classe ouvrière aux attaques capitalistes, résultant des difficultés du prolétariat à retrouver le chemin de ses luttes après le recul qu'il a subi avec l'effondrement du bloc de l'Est. Ce recul de la conscience de la classe ouvrière avait permis à la bourgeoisie de renforcer encore les difficultés du prolétariat à travers la mise en place d'une politique de gauche au gouvernement visant à prévenir le surgissement de luttes massives contre les attaques du capital.

Contrairement à la propagande bourgeoise proclamant une "amélioration déjà réelle et surtout prévisible de l'emploi", le nombre d'ouvriers ayant perdu un emploi stable, qui leur assurait à eux et à leur famille un salaire leur évitant la pauvreté, ou de ceux n'ayant jamais eu un tel emploi, est en augmentation constante. Ils sont en effet aujourd'hui près de 9 millions immédiatement frappés par la précarisation de l'emploi ou par une forme quelconque de chômage. Cette tendance à la paupérisation croissante de la classe ouvrière s'est encore récemment illustrée par :

- les licenciements réguliers intervenus sans restriction tant dans les grandes entreprises modernes (Usinor, Seita, Alcatel, les chantiers navals du Havre,) que dans les autres ;
- l'explosion du travail précaire ;
- les suppressions de postes dans la fonction publique.

C'est aussi au niveau des salaires que les prolétaires ont été victimes de l'aggravation des attaques capitalistes :

- le salaire direct a subi la politique de "modération salariale", voire de "blocage des salaires" accompagnant la mise en œuvre des 35 heures ;
- l'érosion du salaire social, concernant notamment l'accès aux soins, s'est poursuivie avec les fermetures de lits d'hôpitaux, et les pressions croissantes s'exerçant sur les médecins pour réduire la prescription d'arrêts maladie et de certains examens. Par ailleurs, sous prétexte d'étendre la protection sociale à ceux qui en étaient dépourvus, l'établissement de la CMU n'a été que le déplacement de la prise en charge des soins de certains organismes vers d'autres, avec comme conséquence la nécessité pour les plus démunis d'adhérer à une mutuelle dont ils pouvaient jusqu'alors se passer.

L'intensification de l'exploitation, résultant de l'introduction de moyens de production plus performants et d'une série de mesures accompagnant la mise en place des 35 heures (suppression des "temps morts" et de nombreuses pauses) destinées à faire accomplir en 35 heures le travail réalisé auparavant en 39 heures, est facteur d'une usure accrue de la force de travail.

La flexibilité du travail, qui constituait l'objectif premier des trente cinq heures, permettant ainsi à la France de rattraper son retard sur d'autres pays (comme la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, le Danemark ou l'Autriche), tend de plus en

plus à se généraliser. Cette flexibilité est un facteur supplémentaire d'aggravation de l'usure de la force de travail.

Comme dans tous les pays, le résultat est le même : accroissement de la paupérisation absolue de la classe ouvrière, dégradation constante des conditions d'exploitation, recrudescence des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Au cœur des attaques portées par la gauche au gouvernement se trouvent la mise en application des 35 heures dans le secteur privé. A peine ce "chantier" était-il terminé que deux autres, représentant des niveaux d'attaques aussi importants, sont déjà en cours : la mise en place des trente-cinq heures dans le secteur public et l'allongement des annuités de cotisations pour la retraite des fonctionnaires, tandis que des licenciements dans les grandes entreprises sont déjà planifiés (Renault, Peugeot, IBM, Elf/Total Fina).

2) Les deux années écoulées depuis le dernier congrès de la section en France du CCI confirment largement le constat que nous avons été amenés à faire concernant l'aptitude particulière de la gauche à assumer la défense du capital national, bien supérieure sur beaucoup de plans à celle des gouvernements de droite précédents. Cette performance de la gauche dans la défense du capital national ne résulte pas uniquement des faiblesses particulières de la droite française, "la droite la plus bête du monde".

Bien que la gauche soit arrivée au gouvernement, non pas comme conséquence de la volonté délibérée de la bourgeoisie comme ce fut le cas en Grande-Bretagne ou en Allemagne, mais suite à une nouvelle bévée de la droite française (les élections législatives de 1997 qu'elle convoque sans se donner les moyens de les gagner), il n'en demeure pas moins que le capital français a pu en tirer tous les avantages. En effet, un tel repositionnement des forces de la bourgeoisie s'effectue, contrairement à la victoire accidentelle de la gauche aux présidentielles de mai 1981, non pas à contre-courant des besoins généraux de la classe dominante, mais en parfaite adéquation avec ceux-ci. Ainsi, même si, il y a deux ans, nous avions déjà mis en évidence cette aptitude particulière de la gauche à diriger l'Etat, nous en sous-estimions encore, dans le fond, l'efficacité, en particulier sur le plan de la lutte de classe. Nous n'étions pas encore en mesure d'identifier la venue actuelle de la gauche au gouvernement dans la majorité des pays industrialisés en Europe ou aux Etats-Unis comme une stratégie délibérée de la bourgeoisie.

3) La politique du gouvernement PS/PC en France a clairement illustré l'efficacité de cette stratégie de gauche au gouvernement. Elle a montré sa capacité à porter les attaques massives rendues nécessaires par l'aggravation de la crise, mais en "douceur", au moyen de tout un enrobage idéologique visant à éviter que ces attaques ne provoquent des luttes massives, seules en mesure de permettre à la classe ouvrière de reprendre confiance en elle-même et de surmonter le poids du recul de sa conscience.

La gauche au gouvernement a notamment su mettre pleinement à profit l'amélioration officielle, depuis le deuxième semestre 1999, des chiffres de la crois-

sance en l'assortissant de statistiques "démontrant" une décade du chômage, pour servir de base matérielle à des campagnes (sur la perspective du plein emploi, en particulier) destinées à masquer la réalité de l'enfoncement dans la crise économique, occulter la faillite du capitalisme et renforcer les illusions réformistes au sein de la classe ouvrière.

Une des conditions de la capacité de la gauche en France à mystifier les ouvriers consiste à apparaître, non pas comme le représentant et le gestionnaire des intérêts du capital national mais comme une force distincte de celui-ci et engagée dans un rapport de force contre les sordides intérêts capitalistes. Cette mystification s'appuie sur une image de l'Etat actuellement façonnée par des campagnes idéologiques internationales qui le présentent non pas comme l'instrument de la classe dominante, mais comme un "instrument de régulation sociale" et un rempart contre "les excès de l'économie de marché".

C'est grâce à ce brouillard idéologique que les différentes forces de la bourgeoisie ont pu ainsi jouer leur rôle au service de l'ordre capitaliste :

- le gouvernement qui a agi en parfait chef d'orchestre de toutes les forces de l'appareil politique de la bourgeoisie. De plus, pour entretenir son image de gauche et de négociateur, il a su prévoir et planifier son recul sur certains dossiers, en cédant sur certaines revendications ouvrières (pour attaquer plus efficacement et plus fort plus tard), en limogeant des ministres sous le prétexte qu'ils n'avaient pas suffisamment le sens du "dialogue social" ;
- le patronat, dont les gesticulations face aux mesures du gouvernement de gauche ont pour seul objectif de renforcer le mensonge concernant le caractère social de ces mesures ;
- les autres composantes de la "gauche plurielle" (le PCF en particulier) qui invoquent toutes, pour justifier la poursuite de leur soutien au gouvernement, la nécessité de l'aider à résister aux pressions du patronat ou de la droite ;
- les gauchistes (et notamment les trotskistes), dont le discours critique à l'égard du gouvernement, accusé de faire des cadeaux au patronat, ne sert en réalité qu'à dédouaner le PS et le PC de leurs responsabilités dans la défense du capital national. Ces forces d'extrême-gauche constituent de ce fait les plus efficaces propagateurs de la mystification visant à faire en sorte que l'Etat et son gouvernement de gauche n'apparaissent pas comme les instances majeures de la classe capitaliste ;
- les syndicats qui ont pu renforcer, eux aussi, leur capacité de mystification en se présentant comme les "interlocuteurs appropriés" de la gauche ou du gouvernement, avec lesquels ils ne s'identifient néanmoins pas. Une telle mystification s'est trouvée considérablement accrue par une stratégie qui a permis à la gauche de manoeuvrer en cédant sur certaines questions tout en faisant croire que ce recul serait le résultat de la pression des syndicats (utilisation de la cagnotte de Jospin pour créer des postes dans les hôpitaux, gel momentané des suppressions de postes aux Impôts, gel momentané du plan Allègre à l'Education nationale) ;
- l'extrême-gauche non "trotskiste officielle" s'est vue renforcée par la montée en puissance de l'anarchisme, lequel a également participé au développement de syndicats "alternatifs", telle la CNT qui a réussi en certaines

circonstances à être massivement représentée (par exemple dans la manifestation du 1er mai 1999). Cette fraction la plus "radicale" de l'appareil bourgeois d'encadrement de la classe ouvrière occupe aujourd'hui un créneau lui permettant de tenter de récupérer tous ceux qui se détournent de l'extrême-gauche trotskiste à cause de son soutien au PCF et de sa politique considérée comme trop "politicarde".

4) Les luttes de la classe ouvrière, nombreuses, se sont heurtées à l'inévitable barrage syndical, lequel a pu bénéficier, pour mener à bien son rôle antiouvrier, du contexte politique global donné par la gauche au pouvoir. Les syndicats ont ainsi démontré toute leur efficacité pour stériliser la combativité et faire en sorte que les ouvriers ne puissent tirer de leurs échecs que le minimum de leçons.

Néanmoins, malgré les obstacles et les difficultés auxquels s'est heurtée la classe ouvrière, deux épisodes intervenus au cours de ces deux dernières années ont été significatifs de la lente reprise du développement de la lutte de classe :

- les luttes dans les transports à la fin de l'année 1998, où des agressions à répétition avaient cristallisé le ras-le-bol des ouvriers de ce secteur. La base syndicale s'était empressée d'appeler à la grève dans le seul but de court-circuiter toute tentative des ouvriers d'engager un mouvement en dehors des syndicats. Fait sans précédent, les ouvriers avaient refusé le terrain pourri consistant à réclamer un renforcement de la présence policière pour assurer la sécurité dans les transports et ont revendiqué une augmentation des effectifs ;
- la série de grèves encore dans les transports, au printemps 1999, en particulier chez les conducteurs de la SNCF qui se sont opposés ouvertement aux accords conclus par les syndicats majoritaires CGT et CFDT sur les trente cinq heures.

En plus de ces exemples, un certain nombre de conflits ont été effectivement significatifs d'un développement de la combativité ouvrière (comme en a témoigné l'expérience de nos camarades sur leur lieu de travail) mais celle-ci, en général trop faible pour éviter d'être étouffée par les manoeuvres syndicales et le black-out des médias, est restée ignorée du plus grand nombre.

Ainsi, même si la situation est hétérogène dans les luttes ouvrières, ce qui domine largement, c'est néanmoins la capacité des syndicats et de l'extrême-gauche à occuper tout le terrain social pour manoeuvrer contre la lutte de classe, en dressant face aux ouvriers les obstacles classiques :

- renforcement d'un sentiment corporatiste déjà profond dans les rangs ouvriers et utilisation de celui-ci pour isoler les luttes ;
- épuisement des luttes isolées pour dégoûter les ouvriers de la lutte ;
- mise en avant des concessions de l'Etat face à des luttes menées sur un terrain corporatiste, pour faire tirer de fausses leçons à l'ensemble de la classe ouvrière : en luttant seul dans son coin et derrière les syndicats, on peut gagner ;
- dévoiement de la combativité ouvrière vers l'impasse des fronts inter-classistes avec la population "citoyenne" et les élus locaux, à travers la mise en avant de revendications démocratiques (contre les atteintes à la tradition républicaine en matière de collecte des impôts, par exemple) ;

- mise en place de coordinations (comme à l'Education nationale) destinées à faire pression sur les directions syndicales pour qu'elles appellent à la mobilisation dans l'unité syndicale. (...)

6) Bien que la politique de la gauche au gouvernement en France soit adaptée à la situation historique actuelle, cette politique revêt néanmoins des spécificités, en particulier le fait que c'est toute la gauche qui, à cause de la faiblesse de la droite, a été contrainte d'aller au gouvernement.

Une telle situation de participation du PCF au gouvernement, alors qu'il était déjà en perte de vitesse et n'avait pas encore achevé sa mutation démocratique destinée à le débarrasser de ses oripeaux stalinien, ne pouvait que menacer la cohésion interne de ce parti et l'éloigner de sa base "ouvrière". Sa participation au gouvernement, dont il ne peut se désister sans endosser la responsabilité d'une crise gouvernementale, l'a contraint à "avalier des couleuvres" (les privatisations) et à faire le grand écart entre le soutien à l'action du gouvernement et une certaine opposition à celui-ci. C'est la raison pour laquelle, mettant à profit la faiblesse de la lutte de classe, la bourgeoisie a fait tout ce qui était en son pouvoir pour, d'une part, soutenir au maximum le PCF et, d'autre part, compenser son absence dans l'opposition :

- c'est ainsi qu'elle a donné un sacré coup de main au parti de Hue pour l'aider à maintenir son image ouvrière et prouver sa capacité de mobilisation des couches populaires ainsi que son ancrage à gauche. Ce fut en particulier l'objectif de la manifestation du 16 octobre 1999, organisée par le PCF avec le soutien du PS (à travers ses déclarations) et de l'extrême-gauche (à travers sa participation à cette manifestation) ;
- c'est ainsi également qu'elle a donné les moyens au tandem LO-LCR, en particulier au moyen d'une couverture médiatique plus large et appropriée, lui permettant (notamment à LO) de récupérer une partie de l'influence perdue par le PCF en milieu ouvrier, et de faire figure de pôle politique crédible, tant dans les luttes ouvrières qu'au niveau de la représentation dans les instances démocratiques, même si celle-ci est encore très minoritaire.

Si le PCF menait jusqu'à son terme sa mutation "démocratique" (dont son dernier congrès constitue un moment clé), il ne lui resterait plus qu'à jouer le rôle

(SUITE PAGE 5)

Lisez notre brochure :

Comment le PCF est passé au service du capital



Elle est distribuée par les NMPP. N'hésitez pas à la réclamer dans les kiosques.

Les postiers de Paris-Louvre contre la mise en place des 35 heures

Nous publions ci-dessous le compte-rendu de la grève des postiers de Paris-Louvre dans laquelle un de nos camarades qui y travaille est intervenu activement.

Dans la semaine du 5 au 10 juin, le centre de tri de la poste de Paris-Louvre a été en grève contre le projet d'application des 35 heures. La direction voulait supprimer 35 emplois sur 595, systématiser le travail de soirée et de nuit, le travail du samedi après-midi, et remettre en cause les pauses. Bref, le projet de la direction constituait une détérioration importante des conditions de travail et de vie pour l'ensemble des travailleurs du centre.

Jusqu'à présent, et depuis septembre 1999, la Poste et les syndicats ont éparpillé la mise en place des 35h, et donc les multiples ripostes qui l'ont accompagnée. Ils ont réussi à empêcher toute lutte généralisée. Avec la disparition des centres de tri des gares parisiennes en 1997, tout conflit à Paris-Louvre qui emploie 1200 salariés répartis en trois directions différentes, peut représenter une référence et un appel à une lutte plus large de l'ensemble des travailleurs du secteur, voire au-delà.

L'AG contrôle la lutte

Dès le lundi soir, une première assemblée a lieu en brigade de nuit forte d'une trentaine de travailleurs. Mais la proposition de grève illimitée avec blocage des portes n'est pas votée. Le lendemain soir, dans l'autre brigade, les délégués syndicaux de la nuit, CGT et CFDT, appellent de nouveau à la grève avec blocage du courrier. La participation à l'AG est importante. Elle dure plus d'une heure et hésite : la plus grosse brigade travaillant de 17 à 24 heures (la "17-24") et comprenant 100 ouvriers ne s'est pas jointe à l'AG. Elle continue le travail. Finalement, l'assemblée décide de faire grève et de bloquer les grilles jusqu'à ce que le directeur vienne. La brigade de nuit est en grève à 100% toute seule. Le directeur finit par venir à 2h du matin. Il maintient son plan et menace les grévistes pour le blocage.

C'est le mercredi que la grève s'étend à tout le centre. A l'exception de la "17-24" dans laquelle il n'y a que 20% de grévistes, toutes les autres brigades s'y mettent majoritairement. L'extension se fait par la tenue d'assemblées générales auxquelles participent ceux qui sont déjà en grève. Elles se déplacent d'un service à l'autre et entraînent les hésitants.

Le débat et l'enjeu des discussions dans les assemblées se concentrent sur quel type de grève : blocage des portes et grève illimitée, ou bien grève avec extension. Nous avons déjà abordé concrètement cette question dans notre journal du mois de mai, dans nos commentaires sur des tracts produits dans des centres de tris en lutte à Paris et à Toulouse. Nous disions en particulier : *"Aujourd'hui, les syndicats, surtout au plan local, ne s'opposent plus aux luttes directement. Par contre, ils présentent de faux moyens de lutte, grève longue et "dure", blocage de la production, qui s'opposent à l'unité réelle des ouvriers tant sur le plan de leur propre lieu de travail, entre ' jusqu'au-boutistes' et les autres, qu'au plan de la nécessaire unité des différentes luttes au moyen de leur extension aux autres secteurs."* Cette question se pose de manière particulière à Paris-Louvre. En effet, l'extension à une autre direction peut se réaliser dans le bâtiment lui-même, vers les facteurs et les guichets. De fait, avec le blocage,

c'est une véritable assemblée permanente qui se tient jusqu'à la fin, puisque la grande majorité des grévistes restent sur place et discutent. L'ensemble des travailleurs des autres directions sont directement au courant et interpellés par la grève. Pour une fois, et c'est sans doute une exception, le blocage de la production, du courrier dans ce cas, ne s'oppose pas à l'extension, mais se met à son service.

L'extension aux facteurs

Le jeudi matin à l'AG, les travailleurs des guichets viennent participer à l'assemblée. Leur direction veut supprimer 11 emplois sur une centaine. Ils ont prévu un débrayage d'une heure le temps des négociations.

Une demi-heure plus tard, à l'appel de SUD et de la CGT (où l'influence de Lutte Ouvrière est prédominante), une centaine de facteurs sur 600 se mettent en grève et rejoignent à leur tour l'AG du centre de tri.

Dans cette assemblée, nous défendons la nécessité d'une seule lutte, et non pas de trois parallèles ; nous avançons des revendications unitaires :

- non aux suppressions d'emploi ;
- maintien des horaires et des brigades actuels ;
- compensation (jours de vacances) pour tous de 4 heures.

Nous proposons de tenir une seule assemblée et d'aller en délégation unie, tous ensemble, d'une direction à l'autre.

Si tout le monde applaudit cette proposition, et si personne ne s'y oppose, l'AG n'est pas capable de la reprendre à son compte. Les militants de LO proposent de repasser dans la salle de tri des facteurs, massivement, afin d'essayer d'entraîner plus de monde dans la grève. Sans succès. Le lendemain vendredi, la grève minoritaire chez les facteurs sera arrêtée.

L'AG s'impose à la direction

Au même moment, la direction nationale de la Poste réagit devant l'extension. Le directeur des guichets propose aux syndicats, qui acceptent, de repousser la discussion d'une semaine : il a une nouvelle proposition sur les emplois. Aucun travailleur du guichet ne réussit à s'opposer à ce sabotage et ils reprennent le travail.

En même temps, toujours le jeudi matin à la suite du guichet, le directeur du CTC annonce qu'il a, lui aussi, de nouvelles propositions. L'AG des grévistes du CTC, en présence de nombreux facteurs en grève, décide – après un débat de plusieurs heures dans lequel les plus "jusqu'au-boutistes" s'opposent à toute discussion – d'écouter les nouvelles propositions. Pour le jusqu'au boutisme, la question du rapport de force que les ouvriers sont capables d'instaurer grâce à l'ampleur de leur mobilisation n'est pas une préoccupation puisqu'il fait de la détermination d'une minorité à aller jusqu'au bout, la vertu première d'une lutte. C'est pourquoi, si de manière générale il constitue un danger pour la lutte, cela est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de reconnaître quand les limites d'un mouvement sont momentanément atteintes, et qu'il faut alors négocier, voir se replier en bon ordre, tous unis, sans s'épuiser inutilement, de manière à pouvoir repartir plus facilement et plus loin, lorsque ce sera nécessaire face aux prochaines attaques. Finalement, l'AG décide que le directeur viendra devant l'assemblée et qu'un gréviste, en l'occurrence une jeune collègue, lui

posera les questions sur nos revendications auxquelles il répondra. Dans le silence le plus absolu, décision de l'AG que tout le monde respecte, le directeur annonce qu'il a effectivement "une marge de manœuvre" plus grande sur les emplois. Mais, dit-il, il ne peut la chiffrer maintenant devant l'assemblée.

La discussion qui s'ensuit au sein de l'AG tourne autour de la possibilité, ou non, d'accepter les discussions avec la direction. Les jusqu'au-boutistes s'y opposent. Les militants syndicaux, de SUD surtout, sont pour. Nous aussi sommes pour. D'autant que beaucoup de grévistes commencent à vouloir reprendre le travail avant le week-end de trois jours de la Pentecôte. L'effritement de la grève est un danger qui se profile. La division entre grévistes et le pourrissement de la lutte aussi.

Le lendemain, la discussion avec la direction à laquelle tout le monde peut assister et participer, dure toute la matinée : finalement, la direction accepte de retirer tous les plans de réorganisation. Elle garantit le maintien des brigades et des horaires, et des effectifs du centre à 595 au lieu des 560 qu'elle voulait initialement. En échange, elle demande la levée du blocage et la fin de la grève.

Ce n'est qu'avec un engagement écrit du directeur, que l'assemblée accepte d'ouvrir maintenant des négociations sur la base du recul de la direction. Elle décide donc de lever le blocus du centre et vote la fin de la grève.

L'intervention des révolutionnaires à la "fête de Lutte Ouvrière"

Lutte Ouvrière n'avait pas cette année, contrairement à l'an dernier, placé sa fête de Pentecôte sous le signe de la "bataille électorale" mais plutôt sous celui du discours radical que l'on trouve dans ses publications depuis quelques mois. Rompue l'idylle électorale avec la LCR et évanouies les paroles d'encouragement à Hue pour mobiliser la classe ouvrière ! Place à la dénonciation du gouvernement de gauche et à la critique sans complaisance de la LCR pour sa stratégie trop électorale, pour être trop peu critique vis-à-vis du gouvernement, pour sa politique de suivisme par rapport à des formations comme Ras l'Front, le DAL ou ATTAC *"qui ne se situent pas sur le terrain révolutionnaire et dont la plupart sont étrangères, ou carrément hostiles, à la classe ouvrière"*.

Le discours est une chose et la réalité en est une autre. Derrière un verbiage révolutionnaire, on peut trouver autre chose qu'une organisation révolutionnaire, comme le mettent en évidence les trois exemples suivants de débats à des forum de LO où le CCI est intervenu (1) :

- *"Où va le PCF ?"* Dans ce forum, bien que plus radicale vis-à-vis du parti stalinien, LO a rappelé que sa politique n'était pas d'accentuer son affaiblissement, provoqué par sa participation au gouvernement, allant jusqu'à lui donner des conseils pour éviter de nouveaux reculs électoraux. Nous avons rappelé que, lors des dernières municipales, LO proposait au parti de Hue de constituer des listes communes. Plus récemment encore, elle organisait avec lui la manifestation du 16 octobre 1999, contre le patronat, en réalité un soutien indirect au gouvernement de la gauche plurielle (2). Avant cette manifestation et en vue de sa préparation, A. Laguiller envoyait

Pour tous, le recul de la direction est une victoire. Pour tous, ce n'est qu'une première bataille. La capacité de l'AG à maîtriser et contrôler la lutte du début à la fin du mouvement, en particulier sa capacité à ne pas céder au jusqu'au-boutisme, à empêcher le pourrissement de la grève, est un appui, un acquis pour les mobilisations à venir face à la future application des 35 heures. C'est aussi un encouragement pour les facteurs et les guichets, un point d'appui, sur lequel ils vont pouvoir se battre.

Il y a trois raisons qui ont fait cédé la direction : la mobilisation et la détermination des grévistes et des AG ; la pression de très gros clients de la Poste qui voyaient leur courrier bloqué ; et surtout l'extension aux guichets et aux facteurs. C'est à ce moment, jeudi matin, que les directions commencent à reculer.

L'alternative aux impasses du syndicalisme

La force et la dynamique des assemblées ont fait que toutes les décisions importantes ont eu lieu en AG. Est-ce à dire que le syndicalisme était absent ? Nous ne le pensons pas. Bien au contraire. La polarisation sur le blocage des grilles et la grève illimitée comme seule perspective est l'expression du danger du syndicalisme et du corporatisme. Tous les militants syndicaux poussaient dans ce sens, surtout au début, en s'appuyant sur les grévistes les

plus jusqu'au-boutistes qui, bien souvent, ne sont pas les plus clairvoyants.

Dès le début, l'alternative de l'élargissement de la grève, et du contrôle et de la maîtrise "politique", c'est-à-dire la prise en compte de l'évolution du rapport de force par les AG, a été défendue, présentée, argumentée. Cette orientation, défendue par certains ouvriers et par nous-mêmes, a substitué au "tout ou rien", au "grève illimitée avec blocage ou pas de lutte du tout", une véritable alternative. Elle a permis d'éviter la division entre jusqu'au-boutistes et les autres grévistes. Elle est une des leçons que les révolutionnaires et les ouvriers combatifs doivent retenir pour les luttes à venir. Qu'ils n'hésitent pas à se regrouper et à s'organiser pour intervenir, présenter, défendre la nécessité de la prise en main par les travailleurs eux-mêmes de la lutte et de son élargissement.

RL (16 juin)

Nota Bene : Le 19 juin, les facteurs à 50% et le guichet à 100% se sont mis en grève pour les mêmes revendications. Bloquant les grilles, ils sont toujours en grève le mercredi 21 juin. Ce jour, un débrayage a eu lieu au CTC en soutien à ces revendication et en s'y associant. En même temps, plusieurs centres de tri (Paris 15, Paris La Chapelle) se sont eux aussi mis en grève. A l'heure actuelle, il n'y a eu aucune jonction de ces différents mouvements.

une lettre ouverte de réponse à son homologue du PCF, dont nous rappelons l'extrait suivant : *"Cela dit, nous participerons à cette manifestation, tel que vous l'envisagez, pour en faire à la fois l'affirmation de nos buts communs et l'expression de nos propres propositions"*. Si donc il existe des buts communs entre LO et le PCF, qui défend les intérêts capitalistes, lesquels sont-ils ? C'est une question que nous avons explicitement posée à plusieurs reprises et qui est restée sans réponse. Ce silence de LO traduit en fait son embarras à faire coller son attitude vis-à-vis du PCF avant et après qu'elle-même n'effectue son récent "virage à gauche", alors que rien de fondamental n'est venu modifier entre temps la manière dont le parti stalinien s'est acquitté de sa fonction anti-ouvrière.

- *"Etre communiste, c'est être trotskiste."* De toute évidence, LO entendait mettre à profit sa fête pour réaffirmer son "ancrage dans le camp marxiste", ce qui la distingue de sa cousine LCR plutôt encline à des alliances interclassistes de tous types. C'est ainsi qu'on l'a vue, à travers l'intervention de certains de ses militants, critiquer sans ménagement dans un autre forum le collectif ATTAC (où l'on peut côtoyer à la fois des militants de la LCR et ... Pasqua). A ceux qui défendaient une participation critique à celui-ci, c'est très justement que LO a répondu *"participer, même de façon critique, c'est cautionner"*. Hélas pour le mouvement ouvrier, le courant trotskiste, dans son ensemble, ne s'est pas appliqué à lui-même, dans les années trente, une telle rigueur principielle, ce qui devait le conduire hors du camp du prolétariat. En effet, comme nous l'avons rappelé dans ce forum sur le trotskisme, Trotsky

appela l'Opposition (à la dégénérescence stalinienne de l'IC et des PC) à entrer dans la SFIO tout en critiquant cette dernière (3). Ce qui était demandé à ces révolutionnaires, ce n'était rien de moins que de cautionner un parti dont la trahison en 1914 avait permis l'embrigadement du prolétariat pour la première boucherie mondiale. La social-démocratie ne pouvait ainsi que se trouver renforcée dans sa capacité à mystifier la classe ouvrière, à l'heure où, pour la seconde fois dans le siècle, il revenait aux partis ouvriers ayant trahi (PS et PC) d'embrigader le prolétariat dans la guerre mondiale. A cette occasion nous avons également rappelé, ce qui visiblement constituait une nouveauté pour l'auditoire en majorité sympathisant avec les positions du trotskisme, que l'Opposition trotskiste n'avait pas été la seule à combattre contre la dégénérescence stalinienne de l'IC et des PC, la Gauche communiste (4) étant un autre courant ayant pleinement assumé ses responsabilités au sein de ce combat. Ces deux courants ont entretenu des relations entre eux, qui sont devenues de plus en plus difficiles, du fait de l'opportunisme croissant du courant trotskiste, et seule la Gauche communiste saura maintenir une position internationaliste lors de la Seconde Guerre mondiale.

- *"La Russie de Poutine."* Le mensonge stalinien de la nature socialiste de l'ex-URSS a constitué pendant des décennies un puissant facteur de mystification des prolétaires du monde entier, ainsi appelés à soutenir la "patrie du socialisme". Tous les trotskistes ont participé d'entretenir la mystification et, encore aujourd'hui, LO maintient le point de vue trotskiste orthodoxe sur la ques-

(SUITE PAGE 6)

PROCHE-ORIENT

Les promesses de paix annoncent une aggravation des tensions guerrières

Le retrait surprise, le 23 mai dernier, de l'armée israélienne du Sud-Liban qu'elle occupait depuis mars 1978, a modifié la donne des rapports impérialistes au Proche-Orient.

L'évolution des rapports de force

Pour Israël, ce retrait était de toutes façons inéluctable, il était même programmé pour le 7 juillet. L'occupation du Sud-Liban, stratégiquement beaucoup moins importante que celle du plateau du Golan, était devenue une épine dans le pied de l'Etat hébreu. Depuis des mois, l'armée israélienne (Tsahal) se retrouvait sous la pression

constante de la guérilla des forces chiites pro-iraniennes du Hezbollah. Ce phénomène a été accentué par l'accélération de la débâcle et la multiplication des désertions dans les rangs des milices libanaises à majorité chrétiennes de l'ALS, son unique soutien sur le terrain. Mais surtout le gouvernement hébreu devait faire face à une impopularité croissante de cette guerre de plus en plus vécue comme une "sale guerre" stérile et sans issue (1). Ce sentiment s'est largement répandu dans la population israélienne de plus en plus lassée et épuisée de sacrifier en pure perte une partie de sa jeunesse dans des embuscades quasi quotidiennes (comme pour l'engagement des GI's américains au

Vietnam, il y a 25 ans). Par contre, le retrait d'Israël présentait un avantage pour ce pays. Il affaiblit incontestablement les positions de la bourgeoisie syrienne qui, quinze jours avant de perdre son "chef suprême" Hafez-el-Assad, terrassé par une crise cardiaque, avait perdu là son principal atout. Car la Syrie avait l'intention d'utiliser la guérilla du Hezbollah contre l'armée israélienne au Sud-Liban comme d'un moyen de pression sur les futures négociations israélo-syriennes sur le Golan.

Aujourd'hui, c'est le Hezbollah qui apparaît comme le grand vainqueur et le "libérateur" des populations du Sud-Liban sur lequel il règne désormais, en concurrence directe avec le parti liba-

nais Amal pro-syrien. Dégagé de l'affrontement avec Israël, fort de sa "victoire", le Hezbollah pourrait très bien commencer à poser des problèmes à son protecteur Syrien. A terme, c'est l'occupation du Liban par la Syrie qui pourrait être remise en cause.

Ainsi, le retrait d'Israël du Liban ne témoigne d'aucune "volonté nouvelle de paix" de cet Etat. Dans le capitalisme, les "actes de paix" ne sont jamais pour la bourgeoisie qu'un moyen de mieux défendre ses intérêts impérialistes et de préparer de nouvelles guerres. C'est ainsi qu'au moment même du retrait de Tsahal, s'opérait un durcissement de l'Etat hébreu envers les Palestiniens. Le refus d'Israël de libérer des prisonniers pales-

tiens entraînait des troubles et des émeutes (reprise de l'Intifada) en Cis-jordanie et dans la bande de Gaza. C'était l'occasion attendue par Israël pour suspendre les négociations avec "l'Autorité palestinienne" d'Arafat alors que celles-ci achoppaient déjà sur le statut de Jérusalem et des réfugiés palestiniens, Israël se refusant à toute nouvelle concession.

Mais Israël n'a pas le monopole de la duplicité et des visées impérialistes dans cette partie du monde. La bourgeoisie française n'est pas en reste. Ainsi, avant même la décision du retrait des troupes de Tsahal du Liban, la détérioration de la situation avait incité le Conseil de Sécurité de l'ONU à prendre la décision de doubler quasiment le contingent de la FINUL (faisant passer les effectifs massés dans la zone frontalière israélo-libanaise de 4500 à près de 8000 hommes). Le redéploiement de cette force jusque-là composée par 9 puissances de médiocre importance (sauf pour l'Italie et la France) consacrait la volonté de la France de reprendre pied massivement au Proche-Orient : non seulement elle fournit le plus gros des nouveaux effectifs (passant de 250 à plus de 2000 hommes) mais elle doit y occuper une place dominante en s'assurant les postes de commandement de la FINUL. Cette stratégie s'inscrit dans la droite ligne de la politique française visant à reprendre pied au Moyen-Orient après son éjection du Liban il y a une dizaine d'années lorsque son allié Aoun avait été expulsé de ce pays. Chirac a d'ailleurs confirmé la volonté de la France de retrouver son influence traditionnelle sur le Liban et la Syrie (dont elle assurait le protectorat entre les deux guerres mondiales) en étant le seul chef d'Etat occidental important à assister aux funérailles d'Hafez-el-Assad. La France s'affirme ainsi comme le concurrent impérialiste direct de "l'Oncle Sam" au Proche-Orient.

Quant à la puissance américaine, sa "politique de paix" n'est pas moins intéressée d'un point de vue impérialiste que celle de ses rivaux. Ce qu'elle essaie de promouvoir c'est une "pax americana" qui lui permettrait de replacer dans son giron l'ensemble des protagonistes de la région alors que son leadership sur celle-ci est de plus en plus ouvertement remis en question, à l'image de sa domination dans l'arène impérialiste mondiale depuis la disparition des deux blocs au début des années 90. C'est pour cela que les Etats-Unis tentent de relancer "le processus de paix" entre Israël et les palestiniens et de reprendre tous azimuts l'initiative des négociations. C'est un pas vers la reprise en mains du pilotage de la politique israélienne, commencée avec l'élection de Barak contre l'indocile Netanyahu il y a un an, malgré la fragilité de l'équipe gouvernementale, les tiraillements et les contradictions qui continuent à s'exprimer à la Knesset. Les Etats-Unis qui tentent aussi avec maintes difficultés de renouer le dialogue diplomatique avec l'Iran, via leur soutien aux fractions de sa bourgeoisie les plus "réformatrices", savent que la marge de manoeuvre amoindrie dont ils disposent pour imposer leur autorité les contraint à agir très vite. C'est pourquoi la Maison Blanche essaie de profiter de la situation d'instabilité et de faiblesse actuelles de la Syrie pour accélérer sa pression en relançant d'abord "le processus de paix" entre l'Etat israélien et le micro-Etat palesti-

Des internationalistes russes contre la guerre en Tchétchénie

Dans RI n° 237 et la Revue Internationale n° 100 nous avons publié le contenu politique d'une affiche diffusée à Moscou par un groupe d'internationalistes qui s'opposaient à la guerre en Tchétchénie. Dans ce numéro, nous publions un article écrit par d'autres éléments prolétariens en Russie. Même si nous ne sommes pas d'accord avec toutes ses formulations, nous saluons ce texte parce qu'il démontre que malgré tous les efforts de la bourgeoisie russe pour écraser toute critique de son aventure sanglante impérialiste dans le Caucase sous un rouleau compresseur d'hystérie nationaliste, les voix de l'internationalisme prolétarien se font entendre. Les camarades russes nous ont demandé de corriger leur traduction manuscrite du texte russe, et nous nous excusons d'avance pour toute erreur ou incompréhension, en particulier en ce qui concerne les noms russes.

Nouvelle guerre impérialiste et politique prolétarienne de classe

La guerre en Tchétchénie est une guerre d'agression par l'impérialisme russe. Ses objectifs sont de rétablir le contrôle russe sur le Caucase du Nord, lié aux réserves pétrolières, et de créer une hystérie nationaliste afin de piéger le prolétariat dans l'unité nationale et donc de renforcer l'Etat bourgeois en Russie.

Les actions de bandits terroristes de la part des forces militaires russes ont détruit les villages tchétchènes, ont massacré des dizaines de milliers d'êtres humains, et ont obligé des centaines de milliers d'hommes et de femmes à fuir leurs foyers. Toutes les tentatives visant à démontrer que ces actions sont une réponse au terrorisme et aux explosions à Moscou sont des mensonges. Elles ne peuvent qu'accroître notre mépris pour le gouvernement russe, rapace et patriotard, qui n'a même pas le courage de piller ouvertement sans inventer une quelconque provocation. Il suffit de demander à qui profitent les explosions à Moscou, Buinaksk, et Volgogradsk pour en connaître le responsable. Comment les terroristes nationalistes peuvent-ils profiter de la destruction des maisons de pauvres en Russie ? Par contre, pour la bourgeoisie russe, d'énormes avantages sont à tirer, puisque ces explosions fournissent le prétexte idéal pour une nouvelle guerre en Tchétchénie. L'ambiance de panique nationaliste a enlevé tout obstacle au déclenchement de la guerre.

Ce serait une erreur de croire que la guerre fût déclenchée par le seul régime Eltsine, par la seule clique du Kremlin, même si c'est une idée répandue non seulement au sein de l'opposition bour-

geoise, mais aussi parmi ceux qui se disent marxistes. Le mobile principal de la guerre ne dépend pas que du régime Eltsine, même si cette clique en profite largement ; il correspond aux intérêts de toute la bourgeoisie russe. Ceci se voit dans le fait qu'aujourd'hui – contrairement à la guerre de 1994-96 – toutes les fractions de la bourgeoisie russe, des libéraux jusqu'aux fascistes en passant par les "communistes" toujours fidèles à la patrie bourgeoise, soutiennent la guerre. Même ceux du genre de la clique autour de Loujkov (le maire de Moscou) ne sont énervés que parce que la clique dominante les a surpassés en vantardise patriotarde. Ils critiquent tel ou tel "détail" de la guerre, en proposant une guerre plus "civilisée", alors qu'ils réclament plus de répression contre les immigrés tchétchènes et du Caucase Nord, contre les ouvriers et petits commerçants venant d'ailleurs dans la CEI.

La bourgeoisie russe a des intérêts économiques et politiques dans la guerre :

- le contrôle des oléoducs qui passent par le Caucase du Nord, et qui acheminent le pétrole des champs pétrolifères les plus importants du monde dans la mer Caspienne et le Caucase du Sud ; protéger ces oléoducs de toute concurrence étrangère ;
- créer une orgie d'hystérie nationaliste, attirer les ouvriers hors du chemin de la lutte de classe sur le chemin de l'unité nationale, inter-classiste, sous l'égide d'un Etat qui se prétend au-dessus des classes ; utiliser la guerre

afin d'aiguiser la répression contre le mouvement ouvrier, et renforcer l'Etat bourgeois, son armée et sa police.

Les intérêts de classe de la bourgeoisie russe, habillés en intérêts nationaux, sont à l'origine de cette guerre. Tant que la bourgeoisie reste au pouvoir, tant que le prolétariat, uni par le parti mondial de la révolution prolétarienne, n'a pas détruit l'Etat bourgeois, n'a pas établi la dictature internationale du prolétariat, les guerres seront inévitables, et des millions d'êtres humains continueront de mourir pour les bénéfices pétroliers et les gras salaires des généraux de la police secrète.

Pendant la guerre de 1994-96, il existait en Tchétchénie un mouvement de partisans des masses ouvrières et petites-bourgeoises, largement en-dehors du contrôle de la bourgeoisie tchétchène. Dans cette nouvelle guerre, il n'y a que des soldats professionnels. Les classes inférieures de la société tchétchène ne participent pas à cette guerre. La raison principale en est que les mouvements de libération nationale ont perdu leur caractère progressiste. A la fin du 20e siècle, ces derniers ne peuvent fournir aucune amélioration durable de la condition des masses ; ils sont également incapables de créer des Etats bourgeois progressistes et indépendants. Dans la guerre de 1994-96, les classes inférieures tchétchènes ont emporté une victoire apparente : l'indépendance *de facto* de la Tchétchénie. Mais les fruits de cette victoire échouèrent aux seules classes dominantes ; l'indépendance s'est avérée être dans leur seul intérêt. La désillusion des classes inférieures d'avec l'indépendance tchétchène, à un moment où il n'existe pas dans le monde de mouvement prolétarien de classe capable de montrer le chemin qui sort de ce bourbier nationaliste, et mène vers la voie de la révolution prolétarienne, a généré la démoralisation et l'apathie.

La position que doivent adopter les révolutionnaires vis-à-vis de la guerre en Tchétchénie est la seule possible pour les révolutionnaires envers les conflits inter-impérialistes depuis 1914 : défaitisme révolutionnaire de chaque côté, l'appel à transformer la guerre impérialiste en guerre civile, que les soldats russes et tchétchènes tournent leurs armes contre leurs propres oppresseurs. Puisque l'ennemi principal du

prolétariat est la bourgeoisie de son propre pays, et puisque dans les conflits impérialistes la défaite de l'impérialisme le plus fort est le plus bénéfique pour la lutte du prolétariat, les révolutionnaires prolétariens russes doivent considérer la défaite de l'armée russe comme un moindre mal comparé à sa victoire.

L'appel à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ne vise pas le succès immédiat. Le début d'une guerre impérialiste s'accompagne toujours d'une frénésie nationaliste. Mais plus longtemps dure la guerre, plus forte sera la désillusion par rapport à toutes les magouilles autour de "l'idée nationale" ; et plus grand sera l'abîme entre prolétariat et bourgeoisie. Les fusils qui remplacent le beurre ne nourriront pas les affamés. L'Etat bourgeois, que ce soit Eltsine, Zouganov, Poutine ou Primakov à sa tête, est, et sera toujours, le serviteur des maîtres et l'ennemi des opprimés. Le virage d'une politique libérale vers une politique national-patriote n'apportera pas, et ne peut pas apporter au prolétariat autre chose que le sang, les larmes et la misère. Les choses ne feront qu'empirer avec chaque nouveau jour de guerre, provoquant la haine, la colère, et la détermination du prolétariat : 1914 fut suivi par 1917. La guerre d'agression des gangs bourgeois sera suivie par la seule guerre juste et sainte : la guerre du prolétariat contre la bourgeoisie.

Le capitalisme engendre la guerre comme la nuée porte l'orage. La guerre est l'ultime moyen par lequel les gangs bourgeois qui se nomment Etats règlent leurs comptes, et exercent leur contrôle sur la classe dont le travail et la privation forment la base du système capitaliste. Ce n'est qu'en s'organisant en pouvoir de classe indépendant, hostile à toutes les fractions de la bourgeoisie, en renversant le capital et en établissant sa propre dictature mondiale, que le prolétariat peut enfin mettre fin aux guerres et à leur cause : le capitalisme. Le capitalisme est un système criminel qui a détruit des millions de gens dans les guerres mondiales et locales du 20e siècle, un système qui cache sa cupidité inépuisable et monstrueuse derrière la façade sucrée de la "démocratie" et de "l'humanitarisme".

(SUITE PAGE 6)

LES 58 MORTS DE DOUVRES

Capitalisme assassin !

"C'est un événement absolument horrible. Je suis consterné par toutes ces vies perdues." C'est ainsi que s'est exprimé Jack Straw après la découverte à Douvres de 58 jeunes chinois morts par asphyxie dans un camion, le 19 juin. La soudaine indignation humaniste du chef des flics d'un gouvernement qui se trouvait il y a un an en première ligne du bombardement des populations serbes est significative des tonnes d'hypocrisie, des mètres cubes de larmes de crocodile qui se déversent dans les médias chaque fois que se produit une tragédie de ce type. Une tragédie qui résume le degré de barbarie dans laquelle s'enfonce le monde actuel (les 58 morts de Douvres ne sont que la partie visible des milliers d'immigrés - dont 2000 ont été officiellement recensés - ayant perdu leur vie aux frontières de l'Europe entre 1993 et aujourd'hui). Une hypocrisie destinée à faire accepter cette barbarie par ceux qui seuls peuvent y mettre fin : les ouvriers du monde entier, et particulièrement ceux des grandes concentrations industrielles d'Europe. (1)

L'émigration, les déplacements massifs de populations ne sont pas chose nouvelle dans la vie du capitalisme. En fait, dès ses origines, ce mode de production s'est construit sur la base de l'émigration : des paysans (qu'on chassait souvent de force de leur terre) vers

les villes, des ouvriers et paysans européens qui allaient trouver dans le Nouveau Monde une terre d'asile pour fuir les persécutions religieuses ou la famine. Sans oublier ces "émigrés" d'un type particulier que furent les dizaines de millions d'esclaves dont la traite fut un des poumons de l'industrialisation de l'Europe et dont la condition résumait la brutalité avec laquelle le capitalisme a établi les bases de sa domination sur le monde. Le meilleur exemple du rôle majeur joué par les déplacements de populations, volontaires ou forcés (la différence est souvent ténue entre les deux), dans le développement du capitalisme nous est donné par la plus grande des puissances industrielles, les Etats-Unis, dont la presque totalité de la population provient d'autres pays ou d'autres continents. Tout au long de son histoire, que ce soit en Europe ou dans le Nouveau Monde, du fait des nécessités propres de l'exploitation capitaliste, la classe ouvrière a toujours été une classe d'immigrés.

Aujourd'hui encore, l'immigration constitue une des conditions de la bonne marche du capitalisme.

Sur le plan économique, les "experts" les plus sérieux n'arrêtent pas de dire que les pays avancés, et notamment ceux d'Europe occidentale, ont besoin d'une immigration venue des pays les

plus pauvres. Les arguments sont plus ou moins hypocrites : il s'agirait notamment de compenser le vieillissement des populations autochtones par l'arrivée de personnes dans la force de l'âge (et qui, en plus, font plus d'enfants que les Européens). Un autre argument qui n'est pas souvent employé par les "experts" (car il n'est pas "politiquement correct") c'est que la main-d'oeuvre immigrée est prête à travailler pour des salaires que les ouvriers de souche n'accepteraient pas. C'est pourtant une donnée que n'importe quel patron connaît très bien et prend en compte. Et c'est là justement que réside toute l'hypocrisie des campagnes sur l'immigration "clandestine". Officiellement, tous les gouvernements d'Europe (et tous les partis "responsables", qu'ils soient de droite ou de gauche) ont un discours sur la limitation de l'immigration, voire "l'immigration zéro". Les mesures administratives et policières ne cessent de se renforcer pour contrôler et empêcher l'arrivée de nouveaux immigrés. De ce fait, puisque l'immigration légale est pratiquement interdite, les travailleurs des pays les plus démunis qui tentent d'échapper (et de faire échapper leur famille) à un quotidien de plus en plus insupportable, n'ont d'autre ressource que de s'en remettre aux filières d'émigration clandestine et de se retrouver dans leur pays

"d'accueil" à la merci de patrons qui les exploiteront de façon féroce sans qu'ils puissent broncher. Obligés de rembourser le coût de leur voyage (150 000 francs pour un passage clandestin d'Asie vers l'Europe), dépourvus de tout recours auprès des autorités contre les abus de leur patron, obligés de rester enfermés la plupart du temps pour éviter de se faire prendre par la police, n'ayant absolument aucune couverture sociale, les travailleurs clandestins sont réduits à une condition proche de l'esclavage et comparable à la condition ouvrière des premiers temps du capitalisme. Pire peut être, puisqu'ils n'ont même pas la possibilité de se révolter, de se regrouper pour résister à leur exploitation.

Et c'est là une classe ouvrière comme l'aiment non seulement les capitalistes qui l'exploitent, mais l'ensemble de la bourgeoisie nationale de chaque pays puisque les très bas salaires qui lui sont versés permettent de réduire les coûts de l'ensemble de la production nationale face à la concurrence des autres pays.

C'est pour cela que les gouvernements, s'ils ne cessent de persécuter les immigrés clandestins, ne font pas grand chose pour lutter contre les patrons qui les emploient ni contre les mafias qui contrôlent les filières d'immigration. En réalité, les négriers qui emploient la main-d'oeuvre clandestine, les mafias et les Etats ont partie liée : ils se partagent le travail au bénéfice du capitalisme tout comme les Etats "respectables", les trafiquants de tous ordres et les "paradis fiscaux" spécialisés dans le blanchiment de "l'argent sale", marchent de concert comme on vient encore de le voir avec la mise à découvert des pratiques mafieuses de la Principauté de Monaco couvertes par le gouvernement français depuis des décennies.

L'intérêt que trouve le capitalisme dans le développement de l'immigration clandestine ne se limite pas à ce qu'on vient de voir. En réalité, la prétendue lutte contre cette immigration permet la mise en place de dispositifs policiers de plus en plus brutaux, sophistiqués et totalitaires. D'ailleurs, la tragédie de Douvres a immédiatement suscité nombre de déclarations sur la nécessité d'unifier et de renforcer les mesures de contrôle et de flicage. Aujourd'hui, c'est le travailleur clandestin qui en fait les frais. Demain, lorsque les ouvriers développeront leurs luttes frontales contre le capitalisme, lorsque les révolutionnaires auront une influence croissante, ces mêmes dispositifs seront là pour les réprimer, les traquer, les priver de travail ou de leur liberté sans qu'ils aient l'espoir de trouver refuge dans d'autres pays comme ont pu le faire les révolutionnaires et les ouvriers persécutés dans le passé. Voilà ce qui se cache derrière les déclarations hypocrites des hommes politiques et des journalistes aux ordres. Voilà ce que ne disent pas non plus les spécialistes de "l'humanitaire" et autres "collectifs" qui s'agitent autour des "sans papiers", dont les campagnes n'ont d'autre résultat que de laisser croire qu'il pourrait exister au sein de ce système des lois moins barbares.

Dans les premiers temps du capitalisme, les déplacements de population pour les besoins de ce système avaient pris une forme extrême de brutalité : les paysans expropriés et marqués au fer rouge pour qu'ils aillent travailler dans les villes, la traite des esclaves. Par la suite, lorsque le capitalisme a connu sa plus grande prospérité, à la fin du 19e siècle, l'émigration (notamment celle vers le Nouveau Monde) a pris des formes moins brutales. Aujourd'hui, le

sont des travailleurs immigrés rejoint celui des esclaves. Ces derniers étaient confinés au fond des cales des navires où ils mourraient en quantité et pour les survivants la vie devenait un enfer. Les esclaves modernes meurent comme des mouches au fond des containers, ou bien sont jetés par dessus bord par les capitaines craignant les inspections des gardes-côtes, et c'est aussi un nouvel enfer qui attend les survivants. C'est le signe, parmi beaucoup d'autres, que le système capitaliste a cessé d'être un facteur de progrès pour l'ensemble de l'humanité. Qu'il ne nous promet qu'une barbarie croissante et qu'il doit être détruit avant qu'il ne précipite l'humanité dans la barbarie absolue ou sa destruction.

Fabienne

(1) L'hypocrisie bourgeoise éclate une nouvelle fois dans *Le Monde*, journal humaniste et bien pensant s'il en est, où l'on peut lire dans son éditorial du 20 juin, à propos de la tragédie de Douvres : *"Eux [les immigrés clandestins] ne sont guère coupables... Les autorités le sont sans doute un peu plus qui n'accordent pas à la lutte contre le phénomène d'immigration sauvage tous les moyens de la répression. Non contre les clandestins, mais contre les organisateurs et les bénéficiaires des filières... Mais dans l'immédiat, et de façon plus qu'épidémique, ce matin on enrage contre les salauds qui font du fric avec toute la misère du monde et trafiquent l'homme comme cigarettes de contrebande."* En d'autres termes : "les principaux responsables, ce sont les mafias. Le système capitaliste n'y est pour rien ou pour pas grand chose."

RESOLUTION SUR LA FRANCE

(SUITE DE LA PAGE 2)

d'un second parti social-démocrate, plus à gauche que le PS, ce qui ne serait pas sans lui poser de nouveaux problèmes. En effet, dans l'appareil politique de la bourgeoisie, il n'y a pas réellement la place pour deux partis sociaux-démocrates, ce que démontre la réalité d'autres pays comme la Grande-Bretagne. Dans ce pays, il existe en effet une aile gauche du parti travailliste ayant pour fonction de mystifier la classe ouvrière à travers une critique de la direction mais qui n'a rien à gagner aujourd'hui à exister en tant que parti séparé.

Néanmoins, la configuration politique actuelle des forces de la bourgeoisie peut très bien être reconduite aussi longtemps que le permettra un niveau relativement faible de la lutte de classe, comme le démontre la participation d'un stalinien supplémentaire au nouveau gouvernement Jospin.

Par ailleurs, toutes les tentatives de préparer les conditions d'une relève future, à droite, à la gestion des affaires de l'Etat ont jusqu'à présent échoué. En effet, non seulement la droite n'a pas été capable de mettre à profit, sur le plan électoral, l'éclatement provoqué de l'extrême-droite, mais ses divisions se sont encore aggravées. Si une telle relève n'est pas aujourd'hui une nécessité (et elle ne le sera probablement pas à l'occasion des prochaines élections de 2001), il n'existe pas, cependant, une dynamique au sein de la droite qui lui permette de se présenter de manière un tant soit peu cohérente aux échéances électorales dans un futur plus éloigné. C'est la raison pour laquelle le PS poursuivra vraisemblablement ses tentatives visant à favoriser l'émergence d'un pôle de rassemblement à sa droite.

RI (avril 2000).

UN SIECLE DE PROGRES SOCIAL ?

(SUITE DE LA PAGE 8)

Si au moins, cela ne concernait que les adultes, mais le capital continue de dévorer les enfants de prolétaires et de les prolétarianiser eux-mêmes à un âge et dans des conditions et des proportions qui n'ont rien à envier à celles du 19e siècle : *"13,2% de tous les enfants de 10 à 14 ans étaient économiquement actifs en 1995 (soit 73 millions d'enfants). [...] Il n'existe aucun chiffre fiable sur les travailleurs de moins de 10 ans, et pourtant nous savons qu'ils sont nombreux. Il en va de même pour les enfants qui ont entre 14 et 15 ans."* (6) Le Rapport sur le Développement Humain 1999 fait état de plus de 250 millions d'enfants au travail, quand ces enfants ne sont pas simplement réduits à l'esclavage.

La majeure partie de l'humanité à l'abandon

Après avoir consciencieusement détruit toutes leurs ressources traditionnelles et leurs anciennes structures sociales, le capitalisme ne laisse plus à la majeure partie des populations de la planète que l'espoir de ramasser quelques miettes ou plus sûrement de crever lentement : *"Largement plus de 1 milliard de personnes sont dans l'incapacité de satisfaire leurs besoins essentiels de consommation. Sur les 4,4 milliards d'habitants que comptent les pays en développement, près des trois cinquièmes sont privés d'infrastructures sanitaires de base. Près d'un tiers n'ont pas accès à l'eau potable. Un quart ne disposent pas d'un logement correct. Un cinquième n'ont pas accès au système de santé moderne. Un cinquième des enfants [...] n'absorbent pas suffisamment de calories et de protéines. Les carences en oligo-éléments sont encore plus répandues.. Quelque 2 milliards d'individus dans le monde souffrent d'anémie, parmi eux 55 millions dans les pays industrialisés."* (7) En clair : de 30 à 40 millions de personnes meurent de faim chaque année alors que l'Europe gèle ses terres cultivables et

limite la production de bétail. 40 000 enfants meurent chaque jour de faim et de maladies parfaitement connues.

La situation en Europe de l'Est et en Russie est terrifiante : la plus grande partie de la population subit une *"baisse vertigineuse de son niveau de vie"* (1), le seul terme de "pauvreté", qui concerne plus de la moitié de la population, ne suffit plus pour rendre compte de cette misère galopante, la bourgeoisie a donc inventé la notion "d'extrême pauvreté" pour y "classer" plus de 18% de la population.

"Pas moins de 100 pays [...] ont connu un recul économique sérieux au cours des trente dernières années. En conséquence, le revenu par habitant y est inférieur à ce qu'il était il y a dix, quinze, vingt, voire trente ans." (7) Le cas de l'Afrique (réduite à 3,9% du PIB mondial) est exemplaire : *"La consommation d'un ménage africain moyen est en recul de 20% par rapport à il y a 25 ans."* (7). C'est tout un continent qui s'enfonce dans le chaos, ravagé par les guerres civiles, les famines, le paludisme, le choléra et la pandémie de sida. Voilà l'avenir de l'humanité si se poursuit le "progrès" capitaliste.

L'avenir appartient au communisme

Il est un fait qu'aujourd'hui les médias bourgeois sont peu ou prou obligés de reconnaître le terrible tableau social qu'offre la planète en cette année 2000. En témoignent les nombreux rapports publiés récemment dans la presse et dont nous avons cité quelques extraits. Mais pour les idéologues bourgeois, ce constat ne devrait rien enlever au "bilan globalement positif" des prétendus grands progrès sociaux apportés par le 20e siècle. La preuve en serait que les conditions terribles d'existence et d'exploitation des prolétaires du 19e siècle ont disparu, au moins dans les grands pays développés. Et si on les voit réapparaître aujourd'hui ici et là, il faudrait le mettre sur le compte des explications

à la mode, telles que les "abus de la mondialisation" et autres sornettes.

Au 19e siècle, c'est un système capitaliste en plein essor qui a prolétariisé en masse les populations, les arrachant de leurs conditions de paysans pour les soumettre, dans la sueur et les larmes, au joug capitaliste. Cependant, au cours des décennies, la condition ouvrière tendait à s'améliorer durablement, reflétant le caractère encore progressiste du système. La dynamique allait dans le sens du progrès social, de la baisse REELLE du temps de travail, de l'élévation générale du niveau de vie ouvrier. L'histoire du 20e siècle est au contraire l'histoire d'une lente et inexorable dégradation des conditions d'existence humaine, comme conséquence impitoyable de l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence. Le fait que réapparaissent aujourd'hui des conditions comparables à celles du 19e siècle n'a plus du tout la même signification qu'il y a plus de 100 ans. C'est la preuve que le capitalisme n'a plus aucun avenir à offrir à l'humanité, sinon toujours plus de barbarie et de misère. C'est l'existence même de l'humanité qui est en danger si le prolétariat n'accomplit pas sa mission historique de destruction des rapports capitalistes et d'instauration de la société communiste.

BTD/S (mars - juin 2000)

- (1) " Rapport sur l'emploi dans le monde 1998-99 " BIT (Bureau International du Travail).
- (2) CREDES: " Santé, soins et protection sociale ", 1994.
- (3) Le Prolétaire, n°449, organe du Parti Communiste International.
- (4) Premières synthèses, avril 1999, "Efforts et risques au travail".
- (5) Premières synthèses, juillet 1999, "Travail et charge mentale".
- (6) Organisation Internationale du Travail, " Le travail des enfants aujourd'hui : faits et chiffres ", juin 1996.
- (7) PNUD, " Rapport mondial sur le développement humain ", 1998.

Il faut détruire le capitalisme avant qu'il ne détruise la planète

En mai dernier, la section du CCI en France a tenu une série de réunions publiques sur le thème : *"Catastrophes écologiques : il faut détruire le capitalisme avant qu'il ne détruise la planète"*. Un tel thème n'avait pas pour but de traiter de l'écologie en soi, bien que ce problème soit d'une importance cruciale pour l'humanité aujourd'hui. Mais contre les sirènes écologistes qui cherchent à faire croire qu'on pourrait adoucir, voire annihiler, les effets destructeurs du capitalisme en faisant appel à la bonne volonté de la bourgeoisie et qu'il faut se mobiliser pour cela, les révolutionnaires doivent faire entendre leur voix et réaffirmer quelle est la vision prolétarienne et la position de la classe ouvrière sur cette question. Car elle est la seule classe qui sera à même, en détruisant le capitalisme et les bases de son système d'exploitation, de mettre un terme au risque d'anéantissement de la Terre et de l'humanité contenu aujourd'hui par la décadence capitaliste.

Les discussions furent dans l'ensemble très vivantes et très riches, tous les intervenants posant des questions de fond et répondant à de nombreux aspects que ce problème de la pollution recouvre. Nous ne les reprendrons cependant pas tous ici, mais essayerons d'en pointer les plus importants.

La première question qui s'est posée a concerné le degré de gravité des destructions écologiques occasionnées par le capitalisme et la question de savoir si la situation actuelle pose, plus que jamais, l'alternative historique : révolution prolétarienne ou destruction de l'humanité. Par rapport à une tendance à penser qu'il existe une surévaluation de cette réalité, voire à dire, comme chez certains camarades à Toulouse, que la nature sera toujours plus forte et reprendra le dessus, de nombreux intervenants et le CCI ont montré que les destructions sont de plus en plus graves et que la nature a de plus en plus de difficultés

à se reconstituer. La pollution atmosphérique, la déforestation massive et la destruction des algues vertes consécutive aux déséquilibres du milieu marin ont un impact sur la production d'oxygène, l'utilisation de plus en plus énormes de pesticides et autres produits chimiques nocifs pour l'Homme, les animaux et aussi les végétaux, la toxicité de la simple nourriture quotidienne qui en résulte, etc., sont autant d'exemples illustrant le fait que le capitalisme est en train de tuer la vie. Car il existe un point de non-retour qui, lorsqu'il est atteint, interdit à la vie de se régénérer. Certaines interventions ont mis en exergue le fait que tous ces effets sont des conséquences de l'accélération et de l'accentuation toujours plus brutales de la concurrence que se mènent tous les Etats capitalistes. A Paris, un camarade a insisté à ce sujet sur le fait que les mesures soi-disant "écologiques" que prennent occasionnellement les Etats ou qu'ils demandent n'ont rien à voir avec la protection de la Nature et des êtres humains, mais sont en réalité des mesures protectionnistes destinées à fermer leur marché aux capitaux concurrents.

Avec le CCI, des camarades ont insisté sur le rôle central joué dans les destructions écologiques par le développement phénoménal du militarisme, c'est-à-dire de l'armement et des guerres au 20e siècle, période de décadence du capitalisme. Les exemples tout récents des guerres du Golfe et du Kosovo ont été donnés de façon éloquente : pour la première avec les champs de pétrole qui ont continué à brûler pendant des années et la radio-activité résiduelle due à l'utilisation de balles et d'obus à "uranium appauvri", pour la seconde avec la catastrophe écologique et économique reconnue et vantée par les occidentaux eux-mêmes.

Certains intervenants ont de plus insisté sur l'essor de certains domaines de l'industrie, en particulier la chimie et le nucléaire, asservis aux besoins grandis-

sants du militarisme et de la production d'armes de destruction massives par rapport auxquels les Etats modernes se mènent une concurrence acharnée. Concernant par exemple le développement gigantesque de l'industrie nucléaire en France dans les années 60 et 70, un camarade a montré que celui-ci s'est fait en lien direct avec la nécessité pour ce pays de s'affirmer comme une puissance militaire de premier ordre.

Aussi, la plupart des intervenants se sont trouvés d'accord pour dire que le capitalisme est une machine emballée qui ne peut empêcher les destructions en tous genres que son existence occasionne.

Cependant, lors de la réunion publique à Paris, un camarade a développé l'idée selon laquelle il n'était pas évident que le système capitaliste était entré irrémédiablement dans une logique conduisant à une catastrophe écologique et humanitaire irréversible au niveau de toute la planète. Il a en particulier étayé son argumentation en mettant en avant le fait que le but de la société marchande n'est évidemment pas *"d'être humaniste mais de faire du profit"*. La bourgeoisie pourrait donc tout aussi bien faire du profit en vendant des produits non-pollués voire même dépolluants (de l'eau, de l'air, etc.). Ce nouveau champ d'accumulation du capital que représenterait la "dépollution" ne se ferait ainsi plus au détriment de la nature mais au contraire conduirait en quelque sorte à une certaine préservation de celle-ci par la recherche de *"nouvelles sources de profit"*. En outre, le camarade a insisté sur l'idée que la pollution capitaliste n'était pas une nouveauté, comme en témoignent des dégâts provoqués par l'industrie du charbon au siècle dernier par exemple.

L'assistance a répondu à travers diverses interventions que le camarade ne comprenait pas la phase actuelle de décadence du capitalisme, ouverte depuis le début du 20e siècle, seule à même d'expliquer cette aggravation qualitative, inconnue dans l'histoire de la pollution. Une nette contradiction est apparue dans le discours du camarade. Tout en banalisant en quelque sorte la gravité actuelle de la pollution capitaliste à travers l'argument que ce n'est pas une nouveauté dans cette société de classes (ajoutant même que la pollution pourrait se rencontrer dans le communisme), il a fini par reconnaître cette gravité et *"qu'on puisse être dans une situation différente du 19e siècle, du fait du développement technologique"* au point que la quantité se transforme en qualité et telle *"qu'il n'y a pas de remèdes en proportion des problèmes posés"*. L'assistance a poussé le camarade à être cohérent avec ce qu'il avait dit et à aller jusqu'au bout de son raisonnement. En effet, l'accumulation de moyens de production assujettis au profit conduit irrémédiablement, à un moment donné, à une situation qualitativement nouvelle du point de vue de ses effets sur la vie de la société. C'est bien là la caractéristique de la période de décadence.

En outre, ce même camarade a émis l'idée que le capitalisme pourrait toujours tirer profit de cette situation car il ne peut détruire les bases de son propre système, c'est-à-dire scier la branche sur laquelle il est assis. Cette affirmation est dangereuse car non seulement elle banalise une fois de plus l'enjeu présent mais elle rejoint au fond l'argument des réformistes et des pacifistes de la Première Guerre mondiale selon lesquels le capitalisme ne pouvait risquer de s'autodétruire. Ils mettaient ainsi particulièrement en doute la possibilité de la

guerre mondiale arguant que les pays développés de l'époque n'oseraient pas utiliser les armes de destruction comme les gaz. On a vu que les deux camps en présence s'en sont servis sans retenue.

Pour terminer, une autre question est apparue à travers l'interrogation d'un camarade développant l'idée que des groupes et associations comme Attac ou autres contre la pollution, la mondialisation, etc., sont des regroupements de mécontents et que *"à partir de ces mécontents, il peut y avoir une dynamique qui va vers la révolution"*, *"qui va plus loin qu'ils veulent"*. De nombreux camarades de l'assistance et du CCI lui ont répondu que c'était une illusion de croire que ce type de regroupements interclassistes et aclassistes pouvaient représenter quelque chose de positif. La fonction essentielle de ces rassemblements, estampillés et reconnus par la bourgeoisie, est de donner de fausses réponses à des problèmes réels et d'occuper le terrain de la réflexion en dévoyant le prolétariat dans des impasses. Si les révolutionnaires s'intéressent au problème de la pollution, ce n'est pas d'un point de vue écologique mais de celui de la classe ouvrière. L'écologie n'est pas son terrain de mobilisation. Mais, dans la mesure où elle fait partie de l'ensemble des problèmes que pose le capitalisme à la société, elle peut participer à la réflexion du prolétariat sur la nécessité d'en finir avec ce système barbare et meurtrier.

Ce n'est qu'en développant ses luttes sur son propre terrain de classe, contre la misère et l'exploitation capitaliste, que la classe ouvrière pourra prendre pleinement conscience des enjeux historiques de ses combats, et trouver la force de renverser le capitalisme avant qu'il ne détruise la planète.

KW (24 juin)

FETE DE LO (SUITE DE LA PAGE 3)

PROCHE-ORIENT (SUITE DE LA PAGE 4)

nien. Pour Washington, l'urgence est d'autant plus grande que la victoire des "forces combattantes" du Hezbollah risque à terme de décrédibiliser la fraction Arafat, interlocuteur "modéré" privilégié en Palestine comme elle peut être un facteur de renforcement, auprès des populations de l'ensemble des pays arabes, des cliques favorables à la lutte armée contre Israël. Le voyage de Madeleine Albright au Moyen-Orient est suivi par "une invitation officielle" d'Arafat à Washington avec les émissaires israéliens. Mais, parallèlement, après l'échec et la rebuffade essuyés par Clinton en mars dernier lors de ses pourparlers avec Hafez-el-Assad, il se prépare à revenir à la charge pour relancer les négociations sur le Golan avec l'héritier du pouvoir syrien Bachar-el-Assad, sitôt après son intronisation en profitant de la nouvelle donne au Liban.

Une situation toujours plus explosive

Dans ce contexte, les négociations futures et les promesses de paix des uns et des autres ne sont qu'un leurre. Aujourd'hui, Israël et son ennemi le plus irréductible, le Hezbollah, représentant de l'intégrisme musulman le plus fanatisé soutenu par l'Iran, se re-

trouvent directement face à face. Le seul tampon, ce sont les forces de l'ONU dont le secrétaire général, Kofi Annan, exprimait à haute voix les craintes tout à fait justifiées qu'elles ne servent de *"punching ball"* et *"ne se fassent tirer dessus de toutes parts"* à la place de l'armée israélienne. Dans une situation propre à attiser de plus belle les antagonismes régionaux (Israël, Syrie, Iran, Irak, Egypte) et les rivalités impérialistes, grands et petits requins impérialistes se préparent à de nouveaux affrontements. Derrière leurs discours hypocrites, cette région se dirige vers une recrudescence et une nouvelle exacerbation des tensions impérialistes. Mais cela revient à jouer avec le feu au dessus d'un véritable baril de poudre. L'évolution de la situation ne s'oriente nullement vers la stabilité et la paix dans la région qui reste aujourd'hui plus que jamais un des foyers les plus explosifs de la planète.

CBF

(1) Il faut se rappeler par quels sanglants massacres parmi les populations locales se sont soldées les précédentes grandes "expéditions punitives" israéliennes au Sud-Liban contre la guérilla : l'opération "Justice rendue" en juillet 1993, 132 morts ; l'opération "Raisins de la Colère" en avril 1996, 175 tués, 350 blessés.

tion. Pour elle, la concentration des moyens de production entre les mains de l'Etat constituerait une étape vers le socialisme et un recul de la domination du capital. L'expérience russe a justement démontré qu'il n'en était rien, la nature de l'exploitation étant la même quelles que soient les formes juridiques de possession des moyens de production. Malgré le triomphe de la contre-révolution stalinienne, l'exploitation forcée des ouvriers russes et la terreur policière s'exerçant sur eux, c'est au nom de la nature soit-disant progressiste de l'URSS, que le trotskisme a soutenu, pendant la Seconde Guerre mondiale, l'impérialisme russe et trahi du même coup l'internationalisme prolétarien. Le positionnement face à la guerre est une question fondamentale pour une organisation révolutionnaire. C'est la raison pour laquelle nous avons posé la question de savoir si, aujourd'hui encore, LO soutiendrait la Russie dans une guerre, vu que, actuellement, pour cette organisation, comme elle l'a réitéré dans ce forum, il persiste dans ce pays des acquis ouvriers se traduisant par le fait qu'il reste des pans importants de l'économie qui appartiennent encore à l'Etat. Plutôt que d'assumer une réponse conséquente avec son analyse, mais qui la mettrait dans le même sac que les chapelets trotskistes du style de la LTF (Ligue Trotskiste de France) dont la défense acharnée (voire hystérique) de l'URSS est le fond de commerce, LO a préféré ne pas répondre. Cela n'enlève rien à son appartenance au camp de ceux

qui, comme le PS et le PC, ont trahi le camp de la classe ouvrière.

Le CCI est intervenu également à d'autres forum pour y défendre les positions de la Gauche communiste, tant sur les questions programmatiques de fond, que sur celles liées aux perspectives et nécessités de la lutte de classe. D'autres organisations de la Gauche communiste présentes à la fête (5) n'ont pas, selon nous, assumé cette responsabilité élémentaire, incombant à toute organisation révolutionnaire conséquente, et qui consiste à utiliser les moyens à sa disposition pour faire entendre sa voix. Malgré le faible nombre de leurs militants présents sur place, loin de se contenter de la vente de leur presse aux stands que LO avait bien voulu leur octroyer dans sa fête, elles se devaient d'organiser des forum comme la possibilité leur en était aussi offerte et intervenir dans ceux organisés par LO ou d'autres groupes politiques. C'est d'ailleurs ce que la plupart des groupes révolutionnaires avaient fait l'an dernier, confrontés qu'ils étaient aux nécessités criantes de la défense du camp internationaliste face aux différentes variantes de soutien à un camp impérialiste contre un autre défendues par les groupes gauchistes dans la guerre au Kosovo. Cela avait alors constitué un élément positif à mettre à l'actif du milieu révolutionnaire. Mais la construction du parti révolutionnaire de demain, dont chacun des autres groupes de la Gauche communiste, en dehors du CCI, prétend être l'unique constituant actuel, ne peut que pâtir de l'absence d'une

attitude plus dynamique et unie dans l'intervention face à l'extrême-gauche du capital, où se situe le troskisme.

B.

(1) Le CCI est interdit de forum et de stand depuis 1992 à la fête de LO pour avoir commis "l'impolitesse" de brandir dans un forum un numéro de "Lutte Ouvrière" qui appelait à voter Mitterrand au 2e tour en 1981. Cela ne l'empêche pas, depuis lors, d'intervenir dans les forum politiques de la fête pour y défendre ses positions.

(2) Cf. *R I* n°296 de décembre 1999.

(3) Voir à ce sujet notre brochure la *Gauche communiste d'Italie*, en particulier le chapitre *Rapports entre la Fraction de gauche du PC d'Italie et l'Opposition de gauche internationale*.

(4) A ne pas confondre avec la "Gauche Communiste du PCF", tendance au sein du parti stalinien, et pas moins contre-révolutionnaire que lui. La Gauche communiste est constituée par l'ensemble des courants (notamment en Italie, en Allemagne et en Hollande) qui, bien avant Trotsky, ont commencé à combattre le cours opportuniste de l'Internationale Communiste qui allait conduire celle-ci à sa perte et à la trahison des partis qui la constituaient. Le trotskisme se revendique des positions des quatre premiers congrès de l'IC (et notamment des politiques de "Front unique" avec les partis socialistes). La Gauche communiste fait remonter sa critique au 3e congrès de l'IC, en 1921.

(5) Les groupes suivants Le BIPR (*Bureau International pour le Parti Révolutionnaire*), le PCI Programma, le PCI Il comunista - Le Proletaire.

PUBLICATIONS
DU CCI

LE CCI SUR INTERNET
www.internationalism.org

Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -
BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - Etats Unis

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
P.O. Box 339
2800 AH Gouda - PAYS BAS

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WC1N 3XX -
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

BROCHURES

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F + frais d'envoi : France 8F /Etranger
18F).

La décadence du capitalisme
(15 F + 8F/18F)

Les syndicats contre la classe
ouvrière (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F +8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe
ouvrière (30 F + 8 F/18F)

Organisation communiste
et conscience de classe
(25 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période
de transition (20 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)

Luttes dans la fonction publique
de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite
pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

Fascisme et démocratie, deux
expressions de la dictature du
capital (30 F + 8 F/18F)

Comment le PCF est passé
au service du capital (20 F + 8 F/18F)

La terreur stalinienne :
un crime du capitalisme,
pas du communisme (20 F + 8 F/18F)

RÉUNIONS PUBLIQUES

LYON : le samedi 16 septembre à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline,
Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt
Antonins).

MARSEILLE : le samedi 23 septembre
à 15h
Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie
du M° Chartreux.

NANTES : le samedi 16 septembre
à 15 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-
Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS : le samedi 16 septembre
à 16 h
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 22 septembre à
20 h30.
Rendez-vous sur la place de l'église de la
Fourguette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 23 septembre
à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de
la Tranchée).

(Sur un sujet non encore déterminé, se reporter au journal
de septembre)

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F
(15,3 E)- ETRANGER : 100 F (15,3 E)-
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la Revue internationale) :
FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER :
110 F (16,8 E)-
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE :200 F (30,5
E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR
AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre
presse autour d'eux, nous proposons les
modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 :
400 F (61,1 E).
-Revue internationale : abonnement à
2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).
Ecrivez-nous pour mettre au point
d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire
ou postal à l'ordre de RI -
CCP523544Y-Rouen, à adresser
à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 Paris

SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR
LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi
par des souscriptions. Nous avons ouvert une
souscription permanente pour le soutien de no-
tre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises
qui bénéficient de subventions de la classe
dominante et de son Etat pour assurer la défense
des intérêts du capital, l'organisation révolu-
tionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses
militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politi-
que conscient de solidarité et de soutien à la
défense des idées révolutionnaires. Elle parti-
cipe pleinement de la défense des intérêts de la
classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui
faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans
le combat contre les mensonges et mystifica-
tions de la bourgeoisie, contre ses moyens de
propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au
compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou
peuvent être versées lors de nos interventions.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact -
rue Lepneveu

BESANCON : Les
sandales d'Empédocle
- 95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le
Roi Lire - rue S^c-
Catherine.

BREST : Maison de
la Presse - 64, rue
Jean-Jaurès.

CLERMONT-FD :
Le Papyvire - 3, rue
de l'Ente. Maison de
la Presse - place de
Jaude.

DIEPPE : Maison de
la Presse - 102,
Grande-Rue.

DUNKERQUE :
Maison de la Presse -
34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le
Sphinx - 6,pl. St André.
L'Encre sympathique - 6,
rue Saint-Laurent. Tabac-
Journaux, passage du
Jardin de Ville.

LAVAL : Point presse
Centre Cst La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des
Halles - 27, place des
Halles-Centrales.

LILLE : Galerie- 57, rue
de Béthune. Le Comte de
Monte-Cristo -
C.commercial V2
Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5,
rue Sébastien-Gryphe (7°).
La Proue -15, rue
Childebert (2°).

MARSEILLE : Odeur
du Temps - 35, rue
Pavillon (1°).

MARTIGUES : Librairie

Bellevue - 5, Bd
Degut.

MELUN : La Porte
Ouvrte -19, rue du
G^l-de-Gaulle.

MONTAUBAN :
Maison de la Presse -
rue de la République.

MONTPELLIER :
Librairie Sauramps-Le
Triangle - Allée J-
Milhaud.

NANTES : Vent
d'Ouest - 5, pl. du
Bon-Pasteur. Maison
de la Presse, Cours des
50 otages, 2 pl. de
l'Ecluse.

NICE : Le Temps de
Vivre - 50, bd de la
Madeleine.

PARIS : L'Herbe
Rouge - 1 bis, rue

d'Alésia (14°). La Brèche
- 8, rue de Romainville
(19°, M°Telegraphe). Le
Point du jour - 58, rue
Gay-Lussac (5°).

SAINT-ETIENNE :
Librairie de Paris - rue
Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le
Temps de Vivre - 71, rue
Jean-Jaurès.
Voix au Chapitre - 67,
rue Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de
Presse - bd M^l-Leclerc.

TOULOUSE : "Tabac-
Journaux - 8, rue du
Poids-de-l'huile. FNAC-
81, bd Carnot. Les
Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104,
rue Colbert.

PERMANENCES,
VENTES DE LA PRESSE

LILLE

Vente de la presse le dimanche 9 juillet de 11h à 12h
au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de
la rue Jules Guesde ou de la rue du Marché. Nous
tiendrons également une table de presse lors de la
Braderie de Lille le dimanche 3 septembre 2000, rue
Gosselet, à l'angle de l'avenue JB Lebas.

LYON

Permanence le samedi 29 juillet à partir de 15h au
C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27,
37, 38, arrêt Antonins)., et le samedi 26 août , rendez-
vous à partir de 15h au Métro Bellecour, sortie rue de
la République.

MARSEILLE

Permanence les samedis 8 juillet et 5 août de 18h30
à 21h, au buffet Cafeteria de la gare St Charles.
Vente de la presse les samedis 8 juillet et 5 août de
11h30 à 12h30 , allée centrale du marché de la Plaine,
face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanencele samedi 8 juillet à 17 h à la salle de la
Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier
Mellinet).

PARIS

Permanence les samedis 8 juillet, 22 juillet, 19 août
et 2 septembre de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy,
M° Porte-de-Choisy. En août, rendez-vous entre 18h et
18h30 devant le café-tabac du métro Pte de Choisy.

ROUEN

Vente de la presse les dimanches 9 juillet et 6 août de
11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence les vendredis 7 juillet et 4 août à partir
de 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry »,
avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 9 juillet et 6 août de
10h30 à 12h30, au marché aux Puces (place St-Sernin)
et de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Jeanne-
d'Arc.)

TOURS

Permanence le samedi 8 juillet à 17h, 9 place de la
Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

Dernières souscriptions

D (Rouen) : 300.

Lyon : Réunions publiques et permanences de janvier à
mai : Cat: 400; Is:300; PP: 600; Br: 400; Jac: 300;
Z.:105; Mal: 400.

Nantes :RP du 13 mai : Julie: 200; H:300.

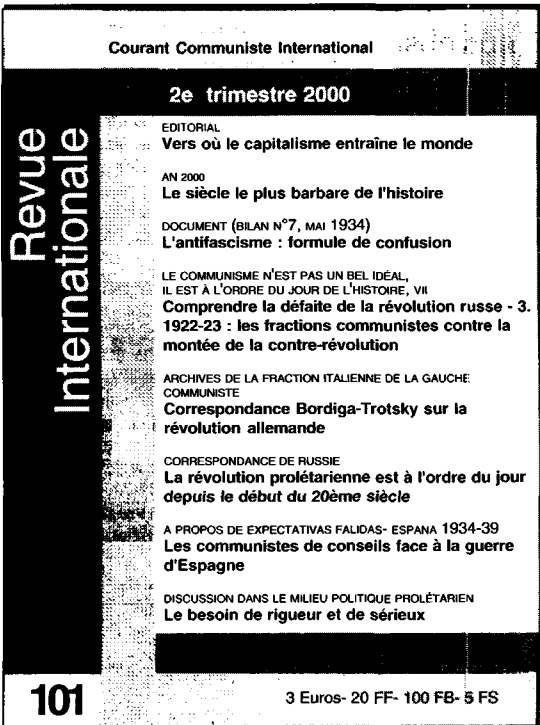
Paris : Permanence du 3 juin : Al:100; Lio: 25. Perma-
nence du 17 juin : Lio:32; Al:20.

Tours : Permanence du 19 mai: Aboul: 400; G.:200.

Toulouse :Permanence du 7 avril : A: 50; Mo: 50; Mi:
50; Chris: 50. RP du 5 mai : Mi:50; Chris:50; A: 100;
Mo: 100; Ge:30. Perm du 26 mai: Da: 50; Jo: 40; Ch: 42;
Be:3.

Total : 4447

Lisez la Revue
Internationale



La Revue Internationale est maintenant distribuée
par les NMPP, n'hésitez pas à la réclamer dans les
commerces de presse.

Un siècle de "progrès social" ?

Dans la première partie de cet article, parue dans *RI* n°298, nous avons montré comment l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence depuis 1914 avait fait du 20e siècle le siècle le plus barbare de l'histoire. Mais la guerre n'a pas été la seule calamité à frapper le prolétariat. Désormais incapable d'accorder des améliorations durables des conditions de vie de la classe ouvrière, le capitalisme est devenu de plus en plus un véritable fléau social.

Un siècle d'attaques anti-ouvrières

A la guerre de 1914 qui avait imposé des sacrifices effroyables au nom de la "défense de la patrie", dont le retour en force des femmes et des enfants au travail, succède une première crise mondiale (1919-1922) qui vient rappeler durement aux ouvriers qu'il n'y aura pour eux aucun "dividende de guerre". L'inflation galopante, en rendant inaccessibles les biens de première nécessité, plonge les ouvriers dans une misère noire, particulièrement en Allemagne. Les années 1922-29, années de reconstruction, ne permettront jamais de retrouver le plein-emploi (plus de 4 millions de chômeurs en Europe entre 1926 et 1929) mais par contre verront la généralisation de la rationalisation scientifique du travail (taylorisme) qui signifie pour la classe ouvrière une exploitation et une déshumanisation accrues. La grande crise de 1929, dont les effets ont perduré jusqu'à la guerre, a profondément touché le prolétariat : au plus fort de la dépression, en 1932-33, le chômage a frappé près de 23% de la main d'œuvre britannique et belge, 24% en Suède, 27% aux Etats-Unis, 31% en Norvège, 44% en Allemagne... Des millions d'ouvriers furent condamnés à la soupe populaire, à la mendicité, contraints à l'exode pour chercher du travail. Dans le même temps, en Russie stalinienne, le capitalisme d'Etat tuait par millions les prolétaires condamnés aux travaux forcés par une politique délirante de grands travaux qui marque les premiers plans quinquennaux. C'est dans ces années de crise profonde de la société capitaliste et dans la marche vers la guerre que la bourgeoisie met en place les divers systèmes de sécurité sociale. Loin d'être des "acquis" des luttes ouvrières ou de gouvernements de "gauche" comme on nous le répète régulièrement, il s'agit d'un phénomène global qui touche tous les pays, de l'Allemagne nazie à l'Amérique du New

Deal (Social Security Act de 1935) et qui est indissociable de la tendance universelle au développement du capitalisme d'Etat dans la période de décadence. C'est d'ailleurs le gouvernement conservateur de Churchill, au beau milieu de la plus effroyable boucherie de l'histoire humaine, en 1942, qui fait paraître le rapport Beveridge, théorisant la nécessité de venir en aide aux plus démunis. Belle hypocrisie ! En fait, dans la préparation de la guerre, comme dans la reconstruction qui la suit, la préoccupation de la bourgeoisie est de garantir l'entretien de la force de travail pour faire tourner la machine capitaliste au rythme le plus intense possible. L'Etat ne fait que prendre directement le contrôle d'une partie du salaire des ouvriers, dans le but de garantir un minimum de maintien en bonne santé des prolétaires. C'est l'Etat qui renforce ainsi son emprise sur tous les instants de la vie des ouvriers et, ce faisant, c'est lui qui prend, avec la "sécurité sociale", une assurance sur ce précieux capital qu'est la force de travail. Les indemnités-chômage entretiennent le réservoir de main-d'œuvre des chômeurs dans lequel, effort de guerre oblige, il faut pouvoir puiser rapidement ; de même l'assurance maladie permet de gérer l'accroissement des accidents de travail et des maladies professionnelles provoquées par les exigences de la productivité. Le tout participe d'un renforcement général du contrôle de l'Etat sur les prolétaires. Ainsi se trouve poussée à son comble la logique dénoncée par Engels : "*Le prolétaire est démuné. Abandonné à lui-même, il ne peut vivre une journée. La bourgeoisie a conquis le monopole de tous les moyens d'existence au sens le plus large du mot. Ce dont le prolétaire a besoin, il ne peut l'obtenir que de cette bourgeoisie, qui est protégée dans son monopole par le pouvoir de l'Etat. Le prolétaire est donc, dans la loi et dans les faits, l'esclave de la bourgeoisie, qui peut décréter sa vie ou sa mort.*" (Engels, *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, 1845). Le Front Populaire de 1936-38 n'a pas représenté autre chose que cette prise en charge par l'Etat de la société pour maintenir la paix sociale et préparer la guerre. Des prétendus "acquis de 36", tout comme plus tard des accords de Grenelle de 1968, il ne devait rester, comme par miracle, que la législation syndicale, c'est-à-dire les moyens de contrôle et d'encadrement de la classe ouvrière par l'Etat ! Quant à la diminution du temps de travail (congés payés, durée hebdoma-

daire), elle est largement illusoire (en 1972, la durée hebdomadaire moyenne était toujours de 44 heures) et en dernier ressort toujours pilotée par les nécessités du capital : "*Dans les périodes de plein emploi, les guerres, les reconstructions, la durée du travail se maintient ou s'allonge. Lorsqu'au contraire la main d'œuvre devient surabondante, alors elle tend à diminuer, et les salaires avec.*" (*RI* n°265 : La réduction du temps de travail au 20e siècle : une mystification et un piège contre la classe ouvrière).

Les débuts de la reconstruction d'après Seconde Guerre mondiale perpétuent les sacrifices et les privations. En France, les tickets de rationnement dureront jusqu'au début des années 50. Syndicats et partis stalinien sont les artisans les plus zélés de l'effort pour "*retrousser les manches*". Selon Thorez et le PCF, la grève est alors dénoncée comme étant "*l'arme des trusts*".

Les prétendues "trente glorieuses", qui ne durèrent réellement que de 1950 à 1967, se signalent effectivement par le maintien, voire une certaine amélioration du niveau de vie des ouvriers. En fait, elles se soldent par une augmentation continue du taux d'exploitation. Certes c'est l'époque de l'entrée du "confort moderne" électroménager dans les foyers ouvriers, dont les coûts de production ont considérablement baissé comme conséquence de l'augmentation de la productivité du travail. Mais l'accès à ces biens de consommation est loin d'être un "luxe" pour l'ouvrier. Il est devenu tout simplement une condition indispensable à la reproduction de sa force de travail, tandis que, dans le même temps, l'écart entre les valeurs produites par l'ouvrier et le salaire qu'il reçoit ne cesse de s'accroître. La relative prospérité que connaît alors l'économie capitaliste n'enrichit nullement l'ouvrier, mais le soumet au contraire toujours plus à ce que Marx appelait la paupérisation relative.

Les conséquences de trente ans de crise ouverte

Avec le retour de la crise mondiale, à partir de la fin des années 60, cette paupérisation relative va tendre à devenir une paupérisation absolue. La première forme de cette paupérisation c'est l'expansion continue et inexorable du chômage. Dans les seuls 24 pays de l'OCDE, le nombre officiel de chômeurs recensés va passer de 7 millions en 1968 à 18 millions en 1979, puis à 30 millions en 1989 et à 38 millions en 1996.

En 20 ans, de 1976 à 1996, le taux de chômage officiel est passé de 4,4% à 12,4% en France, de 3,8 à 12,4% en Allemagne. Autant de chiffres qui ne dévoilent qu'une partie de la réalité. Dans la décennie des années 70, on verra encore les salaires croître nominativement de façon significative, mais c'est une croissance largement trompeuse puisque globalement les salaires perdaient du terrain face à une inflation galopante. Dans les années 80, le ralentissement de l'inflation s'accompagne d'un ralentissement encore plus grand des hausses de salaires et, à partir des années 90, on assiste à une baisse nominale des salaires. L'indice des salaires en Espagne est ainsi tombé en 1997 au niveau de 1980 ; aux Etats-Unis, le salaire moyen nominal a perdu 20% entre 1974 et 1997. Les prestations sociales, subsides, aides à la santé, au logement, à l'éducation, que la bourgeoisie avait encore maintenues relativement élevées dans les années 70, commencent à connaître des coupes sombres à partir des années 80, celles-ci s'aggravent et se généralisent encore dans les années 90, tandis que les impôts, taxes et retenues de sécurité sociale augmentent constamment.

Chronique dans les pays sous-développés, le sous-emploi (le travail précaire, à temps partiel, les contrats à durée déterminée, etc.) va exploser dans les pays industrialisés à partir de 1985. Il représente 8% de la population au travail en 1990 dans les pays de l'OCDE, 20% en 1995, et l'explosion s'est encore accélérée ces cinq dernières années.

Aujourd'hui, un milliard de travailleurs à travers le monde sont sans emploi ou sous-employés (1). La diminution du temps de travail déguise le partage du chômage. Pour ceux qui restent au travail, on mesure le "bien-être" procuré par les 35 heures en France : blocage des salaires et augmentation de la flexibilité qui détruit la santé (troubles digestifs, cardiaques ou nerveux). Les arrêts de travail pour maladie sont en augmentation de 6% par an depuis 1998. La précarité de l'emploi est telle que c'est la paupérisation absolue qui menace dans les pays "riches" : près de 50 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté aux Etats-Unis ; de 50 à 70 millions dans l'Union Européenne dont 8 millions pour la Grande-Bretagne ; 6 millions en France dont pour tant plus de la moitié ont un emploi (*La Tribune* 9/12/1999), ce qui est révélateur de l'énorme pression sur les salaires et de la baisse dramatique du pou-

voir d'achat de nombre d'ouvriers. Au cœur des nations industrialisées, manger ou se soigner est devenu un problème quotidien : ainsi les Restos du Cœur ont assuré 60 millions de repas en 1999 contre 9 millions "seulement" en 1985, tandis qu'un quart de la population restreint sa consommation médicale faute de moyens suffisants (2).

Si les maladies de la misère reflorissent (le saturnisme touche 84 000 enfants en France), la maladie la plus dangereusement mortelle reste l'exploitation capitaliste elle-même : "*au total le BIT estime à un million le nombre d'accidents mortels du travail par an. Cela signifie qu'en moyenne 3000 travailleurs sont tués chaque jour dans le monde pour engraisser le capital.*" (3) Et quand les conditions de travail ne tuent pas directement, elles contribuent à empoisonner la vie : "*La part [des salariés] qui déclarent au moins trois types d'efforts physiques continue d'augmenter, de 16% en 1984 à 29% en 1991 et 38% en 1998. L'évolution est assez analogue pour les risques professionnels : la proportion des salariés qui en subissent plus de deux, de 25% en 1984, passe à 34% en 1991 et à 40% en 1998.*" (4)

L'exploitation capitaliste qui tue n'appartient donc pas seulement à la période du capitalisme sauvage du siècle dernier, elle continue et même s'aggrave.

Inhalation de poussières, blessures avec outils et machines, risques infectieux, charges lourdes, postures pénibles, nuisances sonores, sont de plus en plus le lot commun des ouvriers au travail, associés à un rythme de travail toujours plus soutenu, dans l'industrie, les services de santé, la maintenance ou dans les "bureaux", où les prolétaires sur écran trinquent également : dorsalgies, troubles de la vision, hypertension, etc. Pour tous, la crainte de sanctions, l'angoisse du chômage et les pressions psychologiques diverses aggravent ce que les sociologues bourgeois en charge d'ausculter l'état de la force de travail appellent la "*charge mentale*" (5) et qui signifie tout simplement que les ouvriers sont de plus en plus usés jusqu'à la corde. Pour le reste, le recours aux drogues ou à l'alcool, comme échappatoires à une réalité sordide, indique assez le degré de détresse humaine qu'imposent les rapports sociaux capitalistes.

(SUITE PAGE 5)

NOS POSITIONS

- * Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- * La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.
- * Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.
- * Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La

- classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.
- * Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.
 - * Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
 - * Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front anti-fasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
 - * Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- * Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- * Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- * La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- * La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- * L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'uni-

fication des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.